



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
AU 30 JUIN 2016

SOMMAIRE

CHIFFRES CLEFS CONSOLIDES.....	3
FAITS MARQUANTS.....	4
RAPPORT D'ACTIVITE.....	5
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE.....	15
ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE.....	16
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE.....	17
ÉTAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES.....	18
ÉTATS DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES.....	19
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES.....	20
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES.....	45

Chiffres clés consolidés

En premier semestre 2016, les chiffres-clés du groupe Casino ont été les suivants :

en M€	S1 2015 retraité ⁽¹⁾	S1 2016	Variation (%)
Chiffre d'affaires consolidé HT	21 581	19 673	-8,8%
Marge commerciale	5 203	4 808	-7,6%
EBITDA ⁽²⁾	801	670	-16,3%
Dotations aux amortissements nettes	(413)	(353)	+14,4%
Résultat opérationnel courant (ROC)	388	317	-18,4%
Autres produits et charges opérationnels	72	(533)	n.s.
Résultat financier, dont :	(392)	(221)	+43,7%
Coût de l'endettement financier net	(91)	(136)	-48,7%
Autres produits et charges financiers	(301)	(85)	+71,8%
Résultat avant impôts	68	(437)	n.s.
Impôts sur les bénéfices	54	19	-64,6%
Quote-part de résultats des sociétés mises en équivalence	37	18	-50,3%
Résultat net des activités poursuivies	159	(400)	n.s.
dont part du Groupe	17	(296)	n.s.
dont intérêts minoritaires	142	(104)	n.s.
Résultat net des activités abandonnées	101	2 900	n.s.
dont part du Groupe	62	2 877	n.s.
dont intérêts minoritaires	39	24	-39,7%
Résultat net de l'ensemble consolidé	260	2 501	n.s.
dont part du Groupe	79	2 581	n.s.
dont intérêts minoritaires	181	(80)	n.s.
Résultat Net normalisé, Part du Groupe ⁽³⁾	6	(3)	-145,7%

(1) Les comptes S1 2015 sont retraités pour tenir compte de l'impact de la cession du segment Asie, ils sont également retraités du coût relatif aux mobilisations de créances et de la finalisation du prix de Disco

(2) EBITDA = ROC + dotations nettes aux amortissements opérationnels courants

(3) Le résultat net normalisé correspond au résultat net des activités poursuivies, corrigé des effets des autres produits et charges opérationnels et des effets des éléments financiers non récurrents, ainsi que des produits et charges d'impôts non récurrents (cf. annexe)

Faits marquants

- Le **15 janvier 2016**, dans le contexte des difficultés rencontrées par les pays émergents et la récession que connaît le Brésil, Standard & Poor's a souhaité mettre à jour son appréciation du crédit Casino. L'agence a ainsi mis la notation BBB- du Groupe en CreditWatch négatif.
- Le **7 février 2016**, Casino a annoncé la signature d'un contrat de cession de sa participation dans Big C Supercenter PCL, coté en Thaïlande (« Big C »), pour 3,1 Mds€ (hors dette), au groupe TCC, l'un des principaux conglomérats Thaïlandais, actif dans la distribution, le commerce et l'industrie, l'alimentaire, la finance et les assurances, l'immobilier et l'agro-alimentaire.
- Le **21 mars 2016**, après avoir confirmé la notation financière BBB-/Perspective stable le 11 décembre 2015 et engagé un processus de mise à jour de son appréciation du crédit du groupe Casino le 15 janvier 2016, Standard & Poor's (S&P) a décidé d'abaisser cette notation financière d'un cran à BB+/Perspective Stable.
- Le **21 mars 2016**, le groupe Casino a réalisé la cession de sa participation dans Big C Supercenter PCL, à l'une des filiales du groupe TCC, le groupe BJC. Le produit de cette cession s'élève à 3,1 Mds€, permettant un désendettement du Groupe de 3,3 Mds€ avec une plus-value de 2,4 Mds€.
- Le **29 avril 2016**, Casino a annoncé la réalisation de la cession de Big C Vietnam au groupe Central pour une valeur d'entreprise de 1 Md€, induisant des multiples 2015 de 1,8x le chiffre d'affaires, 20,4x l'EBITDA et 34,4x l'EBIT. Les produits de cession reçus par le Groupe s'élèvent à 920 M€.
- Le **3 mai 2016**, Casino a exercé son option d'achat sur la totalité des 500M€ d'obligations remboursables en actions ("ORA") émises par Monoprix en décembre 2013, et souscrites par Crédit Agricole CIB.
- Le **12 mai 2016**, le Groupe Casino a annoncé son projet de lancer une offre publique d'achat volontaire sur les actions ordinaires de Cnova N.V. (« Cnova ») détenues par les actionnaires du flottant (à savoir les actions non détenues par le Groupe Casino) à un prix de 5,50 USD par action, soit un montant maximal de c. 196 MUSD. Cette annonce faisait suite à celles faites le même jour par Cnova et Via Varejo S.A. (« Via Varejo ») concernant un projet de rapprochement des activités de Cnova Brésil avec Via Varejo. Au terme de ce projet, Cnova, détiendrait exclusivement Cdiscount.
- Le **25 mai 2016**, le groupe Casino et la famille Baud ont conclu un protocole d'accord transactionnel mettant fin à l'ensemble des actions contentieuses qui les opposaient devant les juridictions de Paris depuis 2007.
- Le **6 juin 2016**, Casino a annoncé avoir lancé une offre de rachat obligataire portant sur les souches de maturité janvier 2023, février 2025 et août 2026.
- Le **13 juin 2016**, l'offre de rachat obligataire lancée a permis à Casino de racheter respectivement 134,2 M€, 158,2 M€ et 245,0 M€ des obligations de maturité janvier 2023, février 2025 et août 2026, soit un montant nominal cumulé de 537,4 M€.

Rapport d'activité

Les commentaires du Rapport Financier semestriel sont réalisés en comparaison au premier semestre 2015 sur les résultats des activités poursuivies et donc retraité de l'impact de la cession des activités en Asie conformément à IFRS 5. Les évolutions en organique et en comparable sont hors effets essence et calendaire.

Principales variations du périmètre de consolidation et effets associés :

Au 1^{er} semestre 2016, les mouvements de périmètre concernent essentiellement la mise en équivalence de magasins Franprix et Leader Price cédés par le Groupe à des partenaires masterfranchisés.

Effets de change :

Les effets de change ont de nouveau été négatifs avec des dépréciations moyennes du COP et du BRL significatives (-20,4% et -19,8% respectivement).

Activités poursuivies (en M€)	S1 2015 retraité	S1 2016 à TCC ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	21 581	22 121
EBITDA	801	773
ROC	388	379

- Le 1^{er} semestre 2016 est caractérisé par :
 - La poursuite du redressement en France :
 - Progression de l'activité : croissance comparable hors essence hors calendaire de +0,9% au S1 2016
 - Poursuite des gains de parts de marché
 - Redressement des résultats : ROC de +85 M€ au S1 2016 vs -53 M€ au S1 2015
 - Le maintien de bonnes performances en Colombie, Argentine et Uruguay
 - L'amélioration des ventes au Brésil :
 - Développement accéléré du cash & carry
 - Premiers résultats du plan de relance commerciale chez Multivarejo pesant sur la rentabilité
 - Stabilisation de l'activité de Via Varejo depuis le T2 2016
 - Le projet de simplification de l'organisation des activités E-commerce du Groupe
 - La réalisation rapide et le dépassement des objectifs du plan de cession, avec 4,2 Mds€ atteints dès fin avril 2016
 - Mars 2016 : cession des activités en Thaïlande
 - Avril 2016 : cession des activités au Vietnam
 - La forte diminution de la dette financière nette (DFN) de Casino en France
 - DFN de Casino en France : 4,0 Mds€ au 30 juin 2016 vs 8,5 Mds€ au 30 juin 2015
 - 1,5 Mds€ utilisés au 1^{er} semestre afin de réduire la dette brute et exercer l'option d'achat sur l'ORA Monoprix
 - Résultats du 1^{er} semestre 2016 impactés par :
 - Les cessions des opérations en Asie
 - Le ralentissement économique au Brésil notamment dans les activités non-alimentaire
 - Les effets de change en Amérique latine
 - Résultat net part du Groupe de 2,6 Mds€ lié aux plus-values de cession de l'Asie

⁽¹⁾ TCC : taux de change constant

- Au 1^{er} semestre 2016, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe est en baisse de -8,8% à taux de change réel et en hausse de +2,5% à TCC (taux de change constant). Les variations de périmètre ont un effet négatif de -0,2% (hors essence qui compte pour -0,2%). Les variations de change ont un effet négatif de -11,3%.
- La croissance des ventes en organique hors essence et calendaire s'établit à +2,7% :
 - En France, la croissance s'établit à +2,0% en organique hors essence et calendaire. Le redressement est confirmé par les gains de parts de marché récurrents :
 - Géant Casino affiche un chiffre d'affaires en croissance soutenue et l'enseigne continue de gagner des parts de marché
 - Leader Price connaît un fort déploiement de la franchise avec des ventes en croissance sur le semestre
 - Les autres enseignes du Groupe enregistrent des performances satisfaisantes
 - Les ventes des activités de distribution alimentaire en Amérique latine affichent une forte croissance organique de +10,0% hors essence hors calendaire sur le semestre, tirée par l'amélioration des ventes au Brésil et le maintien de bonnes performances de l'ensemble des pays
 - Les ventes de Via Varejo, en retrait, sont cependant stabilisées depuis le T2 2016 (croissance organique hors essence hors calendaire positive de +0,3% au T2)
 - La croissance organique du E-commerce s'inscrit en retrait au S1 2016 avec une bonne performance chez Cdiscount et un repli marqué de l'activité de Cnova Brésil
- Le résultat opérationnel courant (ROC) Groupe au S1 2016 s'élève à 317 M€ contre 388 M€ au S1 2015 retraité. Il est en retrait de -2,4% à taux de change constant. Le ROC est en forte amélioration en France. Le ROC du Latam Retail est en baisse de -10,9% et celui du Latam Electronics de -35,1% à taux de change constant. L'impact du change s'élève à -62 M €.
 - En France, le ROC connaît un redressement marqué et s'élève à 85 M€ contre -53 M€ au S1 2015, tiré notamment par une forte amélioration de la profitabilité des opérations de distribution alimentaire.
 - Le ROC du Latam Retail s'inscrit en repli par rapport au S1 2015 à 212 M€. Les performances opérationnelles de la Colombie, de l'Argentine et de l'Uruguay sont satisfaisantes. Au Brésil :
 - La marge commerciale de Multivarejo est en progression après prise en compte des crédits fiscaux (effet favorable de + 250 bp au T2 2016⁽¹⁾)
 - Assaí affiche une amélioration de son levier opérationnel
 - Des plans de réduction des coûts ont été lancés au S1 2016
 - Le ROC du Latam Electronics est en baisse par rapport au S1 2015 à 100 M€. La marge brute est impactée par des crédits fiscaux et des changements de fiscalité (deux d'entre eux ayant un effet favorable de + 770 bp sur la marge brute et le troisième effet défavorable de - 240bp sur la marge d'EBITDA au T2 2016⁽¹⁾). Via Varejo poursuit ses plans de réduction de coûts
 - Le ROC du segment E-commerce est négatif au S1 2016. La rentabilité de Cdiscount se redresse tandis que le résultat de Cnova Brésil reste impacté par la baisse des ventes
- La marge opérationnelle courante est en léger retrait à 1,6% (-19bp au total). En comparaison des chiffres du S1 2015 :
 - La marge opérationnelle courante du segment France Retail est en amélioration à 0,9%
 - La marge opérationnelle courante du segment Latam Retail est en retrait à 3,1%
 - La marge opérationnelle courante du segment Latam Electronics est en repli à 4,6%
 - La marge opérationnelle courante du segment E-commerce est en baisse à -5,7%

⁽¹⁾ Informations communiquées par les filiales

FRANCE RETAIL

<i>en M€</i>	S1 2015 publié	S1 2016
Chiffre d'affaires HT	9 136	9 264
EBITDA	146	267
Marge d'EBITDA	1,6%	2,9%
Résultat opérationnel courant	(53)	85
Marge opérationnelle courante	(0,6%)	0,9%

Le chiffre d'affaires du segment France Retail s'élève à 9 264 M€ au S1 2016 contre 9 136 M€ au S1 2015. En organique hors essence et calendaire, les ventes sont en croissance de +2,0%.

L'EBITDA du segment affiche un redressement marqué au S1 2016 à 267 M€ (+83,2%).

La marge EBITDA s'établit à 2,9%, en progression de +128bp au S1 2016.

Le ROC France Retail s'établit à 85 M€, en nette amélioration. Le ROC des opérations de distribution alimentaire (35 M€ contre -134 M€ au S1 2015), notamment chez Géant, Leader Price et Supermarchés Casino, s'améliore sur le semestre. Les enseignes Monoprix et Franprix affichent une rentabilité satisfaisante. Le ROC de promotion immobilière s'élève à 49 M€ (contre 81 M€ au S1 2015), lié à la constatation de marges à l'avancement sur les projets de transformation de sites d'hypermarchés et aux cessions de projets sur des sites Monoprix (St Germain-en-Laye et La Garenne Colombes). Par format, on notera les points suivants :

- Chez **Géant Casino**⁽¹⁾, le semestre est marqué par une confirmation de la croissance. L'enseigne poursuit ses bonnes tendances commerciales avec des ventes en croissance organique et comparable de +3,1% hors essence et calendaire. Le trafic client est soutenu (+6,2% sur deux ans au T2 2016). L'enseigne continue de voir sa part de marché progresser (+0,1pt en cumul annuel à date selon Kantar P07). Géant Casino⁽¹⁾ affiche une bonne dynamique commerciale, avec un travail sur l'offre alimentaire et non alimentaire, une réduction de l'attente en caisse et des ruptures.
- Au S1 2016, les ventes de **Leader Price** progressent de +3,1% en comparable et de +4,2% en organique (hors essence et calendaire). Le trafic client est en croissance de +5,6% sur deux ans au T2 2016. Leader Price poursuit sa bonne dynamique commerciale avec des prix très bas, une amélioration continue du service en magasin et une croissance du CA/m². La part du marché de l'enseigne est en hausse (+0,1pt en cumul annuel à date selon Kantar P07). Par ailleurs, le semestre est marqué par un déploiement accéléré de la franchise (la moitié du parc est franchisée à la fin du T2 contre 22 % à fin juin 2015).
- **Monoprix** affiche une croissance organique hors essence hors calendaire de ses ventes à +1,5% sur l'ensemble du semestre. Les ventes alimentaires et textile ont bien résisté dans un contexte de météo défavorable et de baisse de la fréquentation touristique à Paris. L'enseigne poursuit une expansion très dynamique avec l'ouverture de 36 magasins sur le semestre.
- Les **Supermarchés Casino** affichent un chiffre d'affaires de +0,6% à magasins comparables et de +2,5% en organique (hors essence hors calendaire) tiré par l'expansion (11 magasins ouverts depuis le T3 2015) et l'activité des franchisés. Le trafic client est en croissance de +1,3% sur deux ans, dont +1,9% au T2 2016. L'enseigne poursuit avec succès ses plans d'actions commerciaux et opérationnels.
- **Franprix** affiche des ventes stables à magasins comparables sur l'ensemble du premier semestre. L'enseigne poursuit le déploiement du nouveau concept Mandarine dont la croissance, soutenue, surperforme celle des autres magasins. Au T2 2016, 44% du parc a été rénové au nouveau format et à fin 2016, 58% du parc devrait l'être.
- La **Proximité** poursuit l'amélioration de l'offre et des services en magasin : développement de nouveaux services, modernisation de l'offre, etc. Par ailleurs, la rationalisation du parc se poursuit avec des ouvertures de magasins, des passages en franchise et la mise aux nouveaux concepts des magasins existants.

⁽¹⁾ Hors activité essentiellement de la société Codim (4 hypermarchés) en Corse

LATAM RETAIL

<i>en M€</i>	S1 2015 publié	S1 2016 à TCC	S1 2016
Chiffre d'affaires HT	7 803	8 607	6 836
EBITDA	459	427	340
Marge d'EBITDA	5,9%	5,0%	5,0%
Résultat opérationnel courant	299	267	212
Marge opérationnelle courante	3,8%	3,1%	3,1%

Le chiffre d'affaires du segment Latam Retail s'établit à 6 836 M€ au S1 2016 (8 607 M€ à taux de change constant).

Les ventes des enseignes alimentaires de GPA au Brésil sont soutenues avec une croissance organique élevée : +7,8% au T1 et +11,4% au T2 (hors essence et calendaire). Le chiffre d'affaires total du Groupe (4 751 M€ en contribution Casino) est réparti comme suit : 30% pour les hypermarchés, 33% pour le cash & carry et 37% pour les enseignes premium, les supermarchés et la proximité. Au total, 9 magasins ont été ouverts au S1 2016 (7 chez Multivarejo et 2 chez Assaí).

- Chez Extra, le semestre est marqué par les premiers succès de la nouvelle politique commerciale
- Assaí affiche de très bonnes performances commerciales avec une forte croissance de ses ventes comparables et du trafic
- La part de marché de Pão de Açúcar se maintient sur le semestre et la proximité affiche une croissance solide des ventes comparables et des gains continus de parts de marché

Exito (hors Brésil) connaît une excellente dynamique commerciale au S1 2016. Le groupe affiche une bonne croissance du chiffre d'affaires en organique à environ +11% hors essence hors calendaire.

- En Colombie, la performance commerciale est bonne, portée par la redynamisation des hypermarchés. Au total, 264 magasins ont été ouverts sur le semestre dont 257 Aliados Surtimax (ouvertures brutes)
- L'Argentine et l'Uruguay continuent à afficher une bonne tenue de leurs ventes

L'EBITDA du Latam Retail s'inscrit en repli de -7% à taux de change constant, lié à la relance promotionnelle chez Extra au Brésil.

Le ROC du Latam Retail (212 M€) s'inscrit en retrait à - 10,9 % à TCC.

Au Brésil :

- Multivarejo poursuit des plans de relance commerciale chez Extra au T2 2016. Les frais généraux progressent moins vite que l'inflation grâce aux plans de maîtrise des coûts. La marge commerciale de Multivarejo est en progression après prise en compte des crédits fiscaux (effet favorable de + 250 bp au T2 2016⁽¹⁾). Pão de Açúcar maintient un haut niveau de rentabilité et la proximité affiche une amélioration progressive de sa rentabilité.
- Assaí affiche une amélioration de son levier opérationnel avec une marge brute stable hors effet des crédits fiscaux.
- Des plans de réduction de coûts ont été lancés au S2 2016 : heures travaillées, dépenses marketing, baux et logistique.

Les performances opérationnelles sont satisfaisantes en Colombie, Uruguay et Argentine.

La **marge ROC** s'établit à 3,1%.

⁽¹⁾ Information communiquée par la filiale

LATAM ELECTRONICS

<i>en M€</i>	S1 2015 publié	S1 2016 à TCC	S1 2016
Chiffre d'affaires HT	2 924	2 722	2 182
EBITDA	226	156	125
Marge d'EBITDA	7,7%	5,7%	5,7%
Résultat opérationnel courant	191	124	100
Marge opérationnelle courante	6,5%	4,6%	4,6%

Le chiffre d'affaires du segment Latam Electronics s'élève à 2 182 M€ au S1 2016 et à 2 722 M€ à taux de change constant. Le chiffre d'affaires de Via Varejo s'est stabilisé en monnaie locale depuis le T2 2016 avec une croissance organique de +0,3% hors essence hors calendaire (contre -12,7% au T1 2016). En comparable (hors essence hors calendaire), les ventes affichent une croissance de +2,6% au T2 (contre -11,8% au T1 2016).

La progression de l'activité à compter du T2 2016 est tirée par les conversions d'enseignes, la croissance des ventes de mobiles, l'amélioration de l'assortiment et la croissance des services.

L'enseigne continue à gagner des parts de marché tant par catégorie (+150 bp) que sur la totalité du marché (+220 bp) en avril et mai 2016, retrouvant ainsi ses niveaux de parts de marché historiques les plus élevés.

L'EBITDA du Latam Electronics s'élève à 125 M€ au S1 2016 (156 M€ à taux de change constant), en baisse compte tenu de l'effet de base défavorable.

Le ROC du segment Latam Electronics s'élève à 100 M€ au S1 2016, en baisse de -35% à taux de change constant.

La marge brute du segment est impactée par des crédits fiscaux et des changements de fiscalité (deux d'entre eux ayant un effet favorable de + 770 bp sur la marge brute et le troisième effet défavorable de - 240bp sur la marge d'EBITDA au T2 2016⁽¹⁾).

Via Varejo poursuit par ailleurs des plans opérationnels lancés en 2015 : amélioration de l'offre produit, du service client et contrôle renforcé des coûts.

⁽¹⁾ Information communiquée par la filiale

E-COMMERCE (CNOVA)

<i>en M€</i>	S1 2015 publié	S1 2015 retraité	S1 2016
EBITDA	(35)	(30)	(62)
<i>Dont France</i>	(25)	(20)	1
<i>Dont Brésil</i>	(10)	(10)	(63)
ROC	(55)	(50)	(80)
<i>Dont France</i>	(36)	(31)	(10)
<i>Dont Brésil</i>	(19)	(19)	(70)

Le groupe Cnova a cédé des sites asiatiques et fermé 3 pays au S1 2016.

En France :

Les ventes de Cdiscount sont soutenues avec une croissance de +13,7% en organique hors essence hors calendaire au S1 2016.

La marketplace est en forte progression avec environ 9 500 vendeurs au 30 juin 2016.

50% du trafic est réalisé désormais via mobile.

Cdiscount a mis en place de nouveaux services de livraison innovants tels que la livraison le même jour pour les colis de plus de 30kg et la livraison le dimanche.

La rentabilité de Cdiscount se redresse sur le semestre. L'EBITDA s'élève à 1 M€ contre -25 M€ au S1 2015(-20 M€ en retraité) et le ROC à -10 M€ contre -36 M€ au S1 2015 (-31 M€ en retraité).

Au Brésil :

L'activité de Cnova Brésil reste impactée par la conjoncture brésilienne

La marketplace continue à se développer de façon satisfaisante avec plus de 3 500 vendeurs au 30 juin 2016.

Cnova Brésil enregistre une forte progression du trafic et des ventes sur mobile.

Les plans d'action déployés (tels que la réduction des ruptures ou la migration des systèmes d'information du back office) commencent à porter leurs fruits.

Le résultat de Cnova Brésil est affecté par la baisse de son chiffre d'affaires. Cnova Brésil lance un plan de réduction des coûts.

Commentaires sur les comptes consolidés du Groupe

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du groupe Casino sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) telles qu'adoptées par l'Union européenne à la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration qui sont applicables au 30 juin 2016.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

Les méthodes comptables décrites dans l'annexe aux comptes consolidés ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés, après prise en compte des nouvelles normes et interprétations. Cette prise en compte n'a pas eu d'incidence significative sur les résultats et la situation financière du Groupe.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires HT consolidé du S1 2016 s'élève à 19 673 M€, contre 21 581 M€ au S1 2015, soit une baisse de -8,8%.

L'impact des variations de périmètre sur le chiffre d'affaires est de -0,2%. L'impact du change a été défavorable de -11,3%.

L'examen détaillé de l'évolution du chiffre d'affaires a été effectué plus haut dans les commentaires sur l'activité de chacun des 4 segments du Groupe.

Résultat opérationnel courant (ROC)

Le résultat opérationnel courant du S1 2016 s'élève à 317 M€, en baisse de -18,4% par rapport au S1 2015 retraité (388 M€).

Les variations de périmètre ont eu un impact de +2,6% et les variations de change de -15,9%.

Retraité de ces effets, le résultat opérationnel courant est en retrait de -5,1% en organique.

L'examen détaillé de l'évolution du résultat opérationnel courant a été effectué plus haut dans les commentaires sur l'activité de chacun des 4 segments du Groupe.

Résultat opérationnel

Les **autres produits et charges opérationnels** font apparaître une charge nette de 533 M€ au S1 2016 contre un produit net de 72 M€ au S1 2015 en retraité.

La charge nette de 533 M€ au S1 2016 concerne principalement :

- 18 M€ de résultat de cession d'actifs (hors Asie)
- des provisions et charges pour restructuration pour 144 M€ dont 113 M€ en France et 25 M€ au Brésil
- des provisions et charges pour taxes, risques et litiges pour 78 M€, concernant essentiellement le Brésil (71 M€)
- des charges nettes liées à des opérations de périmètre pour 118 M€ composés principalement d'opérations chez FPLP en France (71M€) et d'opérations au Brésil pour 16 M€
- de diverses charges pour 151 M€ dont 119 M€ liés aux irrégularités identifiées chez Cnova Brésil et à la Tascom

Le produit net de 72 M€ au S1 2015 (retraité) concerne principalement :

- des provisions et charges pour restructuration pour 138 M€ dont 38 M€ au Brésil
- des provisions et charges pour taxes, risques et litiges pour une reprise de provisions de 9 M€, concernant essentiellement GPA au Brésil (11 M€)
- des produits nets liés à des opérations de périmètre pour 215 M€ dont 262 M€ liés à la réévaluation de la quote-part de Disco du fait de sa consolidation par intégration globale

Après impact des autres produits et charges opérationnels, **le résultat opérationnel** s'établit à -217 M€ au S1 2016 contre 460 M€ au S1 2015 en retraité.

Résultat financier et Résultat avant impôt

Le **Résultat financier** de la période fait apparaître une charge nette de 221 M€ (contre une charge nette de 392 M€ au S1 2015 retraité) qui est composée :

- du coût de l'endettement financier net de 136 M€ (vs. 91 M€ au S1 2015 retraité)
- des autres produits et charges financiers pour une charge nette de 85 M€ (contre une charge nette de 301 M€ au S1 2015 retraité)

Le **Résultat avant impôt** s'élève à - 437 M€ au S1 2016 (contre 68 M€ au S1 2015 retraité).

Résultat Net Part du Groupe

Sur le semestre, le Groupe constate un **produit d'impôt** à hauteur de 19 M€ contre un produit d'impôt de 54 M€ au S1 2015 en retraité. Après retraitement des éléments exceptionnels non récurrents, le taux normalisé d'impôts s'élève à -122,3%, vs -32,4% au S1 2015 en retraité.

Le **Résultat des sociétés mises en équivalence** s'inscrit à 18 M€ (vs 37 M€ au S1 2015 retraité).

Les **intérêts minoritaires** s'établissent à -104 M€ contre 142 M€ à la même période en 2015 (retraité). Après retraitement des éléments exceptionnels non récurrents, les intérêts minoritaires normalisés s'établissent à 10 M€ contre 149 M€ au S1 2015 en retraité.

Le **Résultat Net Part du Groupe des activités poursuivies** est négatif à -296 M€.

Le **Résultat Net publié de l'ensemble consolidé Part du Groupe**, après prise en compte du Résultat très significatif des cessions d'actifs, classé en activités abandonnées (2 877 M€), s'établit à 2 581 M€.

Le **Résultat Net normalisé Part du Groupe** des activités poursuivies ressort à -3 M€. Les retraitements du Résultat Net permettant d'établir le Résultat Net normalisé figurent en annexe.

Situation financière

La **Dette financière nette du groupe Casino** au 30 juin 2016 s'établit à 6 343 M€, en forte réduction (vs 8 438 M€ au 30 juin 2015 retraité) notamment sous l'effet des cessions (impact net des cessions de la Thaïlande et du Vietnam de 4 326 M€). Le cash-flow libre après dividende est proche de l'équilibre (- 17 M€). GPA a décidé d'un moindre recours à l'escompte du fait de l'évolution des taux au Brésil. Les éléments non cash comprennent les écarts de conversion à hauteur de 540 M€ et le reverse factoring⁽¹⁾ pour 389 M€.

La **Dette financière nette de Casino en France**⁽²⁾ au 30 juin 2016 s'établit à 4 027 M€, en forte réduction (vs 8 482 M€ au 30 juin 2015 retraité). L'impact des cessions d'actifs et de la réorganisation en Amérique latine est très significatif (impact net des cessions de la Thaïlande et du Vietnam de 3 861 M€⁽³⁾ et cession de 20% de GPA à Exito de 1 589 M€⁽⁴⁾).

Au 30 juin 2016, **Casino en France**⁽²⁾ dispose de 6 577 M€ de liquidités. Cette liquidité se compose d'une forte position de **trésorerie brute** de 2 866 M€ et de **lignes de crédit confirmées et non tirées** de 3 711 M€.

Casino est noté BB+ par Standard & Poor's (perspective stable) depuis le 21 mars 2016 et BBB- (perspective stable) par Fitch Ratings.

Les **capitaux propres** du Groupe s'élèvent à 14 668 M€ (contre 14 812 M€ au 30 juin 2015 et 12 419 M€ au 31 décembre 2015) dont 8 509 M€ pour la part du Groupe (contre 7 133 M€ au 30 juin 2015 et 5 883 M€ au 31 décembre 2015).

Versement d'un acompte sur dividende

Le Conseil d'administration a décidé lors de sa réunion le 28 juillet 2016 la distribution d'un acompte sur dividende de 1,56 € par action (50 % du dividende annuel versé au titre de 2015, inchangé depuis 3 ans) au titre de l'exercice 2016. Le détachement de l'acompte aura lieu le 28 novembre 2016 avec un paiement le 30 novembre 2016.

⁽¹⁾ Reverse factoring Brésil : requalification en DFN de la dette conventionnée de Via Varejo pour 389 M€

⁽²⁾ Périmètre : Casino Guichard Perrachon société mère, activités françaises et holdings détenus à 100 %
Dette financière de Casino en France S1 2015 au périmètre S1 2016

⁽³⁾ Prix de cession hors dividende couru (31 M€) lequel est présenté dans le FCF conformément à 2015

⁽⁴⁾ Net de 41 M€ de frais de transaction

Objectifs S2 2016

En **France**, le Groupe poursuivra une croissance de son chiffre d'affaires et une amélioration de sa rentabilité. Le Groupe confirme l'objectif de ROC annuel de 500 M€ en France en 2016 sous réserve de la poursuite des tendances de consommation.

En **Amérique latine**, le groupe Exito poursuivra son développement sur les différents formats et dans les divers pays où il opère. Au Brésil, la nouvelle politique commerciale sera poursuivie tant en alimentaire (GPA Food) qu'en non-alimentaire (Via Varejo).

Autres informations

Les facteurs de risques sont présentés dans le Document de Référence 2015 déposé auprès de l'AMF le 19 avril 2016.

La définition des principaux indicateurs non-gaap sont disponibles sur le site du groupe Casino : www.groupe-casino.fr

Annexe : Passage du résultat net publié au résultat net normalisé

Le résultat net normalisé correspond au résultat net des activités poursuivies corrigé (i) des effets des autres produits et charges opérationnels tels que définis dans la partie Principes Comptables de l'annexe annuelle aux comptes consolidés, (ii) des effets des éléments financiers non récurrents ainsi que (iii) des produits et charges d'impôts non récurrents.

Les éléments financiers non récurrents regroupent les variations de juste valeur des dérivés actions (par exemple les instruments de Total Return Swap et forward portant sur les titres GPA) et les effets d'actualisation monétaire de passifs fiscaux brésiliens.

Les produits et charges d'impôts non récurrents correspondent aux effets d'impôt directement liés aux retraitements précédents ainsi que les effets directs d'impôt non récurrents. Ainsi, la charge d'impôt rapportée au résultat normalisé avant impôt correspond au taux d'impôt moyen normatif du Groupe.

en M€	S1 2015 retraité	Eléments retraités	S1 2015 normalisé	S1 2016	Eléments retraités	S1 2016 normalisé
Résultat opérationnel courant	388		388	317		317
Autres charges et produits opérationnels	72	(72)		(533)	533	
Résultat opérationnel	460	(72)	388	(217)	533	317
Coût de l'endettement financier net	(91)		(91)	(136)		(136)
Autres produits et charges financiers	(301)	179	(122)	(85)	(46)	(131)
Charge d'impôt	54	(110)	(57)	19	(80)	(61)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	37		37	18		18
Résultat net des activités poursuivies	159	(3)	156	(400)	407	7
dont intérêts minoritaires	142	7	149	(104)	114	10
dont part du Groupe	17	(11)	6	(296)	293	(3)

États financiers consolidés résumés

Les tableaux suivants comportent des données arrondies individuellement. Les calculs arithmétiques effectués sur la base des éléments arrondis peuvent présenter des divergences avec les agrégats ou sous totaux affichés.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

en millions d'euros	Notes	30 juin 2016	30 juin 2015 retraité ⁽ⁱ⁾
ACTIVITES POURSUIVIES			
Chiffre d'affaires, hors taxes	5	19 673	21 581
Coût d'achat complet des marchandises vendues		(14 865)	(16 378)
Marge commerciale		4 808	5 203
Autres revenus		236	249
Coûts des ventes	6.2	(3 990)	(4 307)
Frais généraux et administratifs	6.2	(736)	(757)
Résultat opérationnel courant	5.1	317	388
<i>Exprimé en % du CA HT</i>		<i>1,6%</i>	<i>1,8%</i>
Autres produits opérationnels	6.3	26	375
Autres charges opérationnelles	6.3	(559)	(303)
Résultat opérationnel		(217)	460
<i>Exprimé en % du CA HT</i>		<i>-1,1%</i>	<i>2,1%</i>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	9.3.1	68	100
Coût de l'endettement financier brut	9.3.1	(204)	(191)
Coût de l'endettement financier net	9.3.1	(136)	(91)
Autres produits financiers	9.3.2	140	112
Autres charges financières	9.3.2	(225)	(413)
Résultat avant impôt		(437)	68
<i>Exprimé en % du CA HT</i>		<i>-2,2%</i>	<i>0,3%</i>
Produit (charge) d'impôt	7	19	54
Quote-part de résultat net des entreprises associées et des coentreprises	3.3.1	18	37
Résultat net des activités poursuivies		(400)	159
<i>Exprimé en % du CA HT</i>		<i>-2,0%</i>	<i>0,7%</i>
dont, part du Groupe		(296)	17
dont, intérêts ne donnant pas le contrôle		(104)	142
ACTIVITES ABANDONNEES			
Résultat net des activités abandonnées	3.2.2	2 900	101
dont, part du Groupe	3.2.2	2 877	62
dont, intérêts ne donnant pas le contrôle	3.2.2	24	39
ENSEMBLE CONSOLIDE			
Résultat net de l'ensemble consolidé		2 501	260
dont, part du Groupe		2 581	79
dont, intérêts ne donnant pas le contrôle		(80)	181
Résultat par action			
en euros		30 juin 2016	30 juin 2015 retraité ⁽ⁱ⁾
Des activités poursuivies, part du Groupe			
de base		(3,05)	(0,25)
Dilué		(3,10)	(0,36)
De l'ensemble consolidé, part du Groupe			
de base		22,62	0,30
Dilué		22,56	0,18

(i) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités (note 1.3)

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

en millions d'euros	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2016	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2015 retraité ⁽ⁱ⁾
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 501	260
Eléments recyclables ultérieurement en résultat ⁽ⁱⁱ⁾	1 237	(646)
Couvertures de flux de trésorerie	(13)	6
Ecarts de conversion ⁽ⁱⁱⁱ⁾	1 193	(640)
Actifs financiers disponibles à la vente	2	-
Couverture d'investissement net dans une activité à l'étranger	47	-
Quote-part des éléments recyclables des entreprises associées et des coentreprises	20	(10)
Effets d'impôt	(12)	(2)
Eléments non recyclables en résultat ⁽ⁱⁱ⁾	(2)	1
Ecarts actuariels	(4)	2
Effets d'impôt	2	(1)
Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôt	1 235	(645)
Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de la période, nets d'impôt	3 736	(386)
<i>Dont part du Groupe</i>	3 051	(168)
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	685	(218)

(i) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités (note 1.3)

(ii) Les incidences liées à la cession des activités thaïlandaises et vietnamiennes sont présentées en note 3.2.2

(iii) La variation positive du 1^{er} semestre 2016 de 1 193 millions d'euros résulte principalement de l'appréciation de la monnaie brésilienne pour 1 382 millions d'euros compensée par l'appréciation des monnaies thaïlandaise et vietnamienne et leur recyclage pour un total de -178 millions d'euros (note 3.2.2). La variation négative du 1^{er} semestre 2015 de 640 millions d'euros résultait principalement de la dépréciation des monnaies brésilienne et uruguayenne pour respectivement -670 et -40 millions d'euros compensée par l'appréciation de la monnaie thaïlandaise à hauteur de 68 millions d'euros

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

ACTIFS en millions d'euros	Notes	30 juin 2016	31 décembre 2015
Goodwill	8	10 228	10 351
Immobilisations incorporelles	8	4 009	3 622
Immobilisations corporelles	8	8 554	8 769
Immeubles de placement	8	365	771
Participations dans les entreprises associées et coentreprises	3.3.1	667	629
Autres actifs non courants		2 051	1 858
Actifs d'impôts différés		519	490
Actifs non courants		26 393	26 490
Stocks		5 016	4 884
Créances clients		1 722	1 287
Autres actifs courants		2 014	1 857
Créances d'impôts courants		211	189
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9.1	4 147	4 588
Actifs détenus en vue de la vente	3.2.1	17	538
Actifs courants		13 128	13 343
TOTAL ACTIFS		39 521	39 833
PASSIFS en millions d'euros			
Capital social	10.1	172	173
Primes, titres auto-détenus et autres réserves		8 337	5 709
Capitaux propres part du Groupe		8 509	5 883
Intérêts ne donnant pas le contrôle		6 159	6 536
Capitaux propres		14 668	12 419
Provisions pour retraites et engagements assimilés non courantes		305	307
Autres provisions non courantes	11.1	770	538
Passifs financiers non courants	9.2.1	8 106	9 594
Dettes non courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle		43	50
Autres dettes non courantes		814	786
Passifs d'impôts différés		1 219	1 225
Passifs non courants		11 257	12 500
Provisions pour retraites et engagements assimilés courantes		10	9
Autres provisions courantes	11.1	178	187
Dettes fournisseurs		6 081	8 073
Passifs financiers courants	9.2.1	3 036	2 140
Dettes courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle		111	102
Dettes d'impôts exigibles		85	93
Autres dettes courantes		4 097	4 126
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente	3.2.1	-	184
Passifs courants		13 597	14 914
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		39 521	39 833

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

en millions d'euros	Notes	30 juin 2016	30 juin 2015 retraité ⁽ⁱ⁾
Résultat net de l'ensemble consolidé		2 501	260
Dotations aux amortissements et aux provisions		525	386
Pertes / (gains) liés aux variations de juste valeur	9.3.2	(54)	170
Charges / (produits) calculés liés aux stocks options et assimilés		5	5
Autres charges / (produits) calculés		24	5
Résultats sur cessions d'actifs		32	(10)
Pertes / (profits) liés à des variations de parts d'intérêts de filiales avec prise / perte de contrôle ou de participations ne donnant pas le contrôle		49	(257)
Résultats de cession des activités abandonnées net d'impôt	3.2.2	(2 872)	-
Transactions sans effet de trésorerie liées aux activités abandonnées		36	104
Quote-part de résultat des entreprises associées et coentreprises	3.3.1	(18)	(37)
Dividendes reçus des entreprises associées et des coentreprises	3.3.1	21	33
Coût de l'endettement financier net	9.3.1	136	91
Coûts de mobilisation de créances sans recours	9.3.2	138	152
Charge d'impôt (y compris différé)	7	(19)	(54)
Capacité d'Autofinancement (CAF)		503	848
Impôts versés		(111)	(109)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	4.1	(2 686)	(1 836)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité ⁽ⁱⁱ⁾		(2 294)	(1 098)
Décaissements liés aux acquisitions :			
▪ d'immobilisations corporelles, incorporelles et immeubles de placement		(660)	(707)
▪ d'actifs financiers		(9)	(18)
Encaissements liés aux cessions :			
▪ d'immobilisations corporelles, incorporelles et immeubles de placement		117	32
▪ d'actifs financiers		14	5
Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle	4.2	3 704	(121)
Incidence des variations de périmètre en lien avec des coentreprises et des entreprises associées		(2)	-
Variation des prêts et avances consentis		6	4
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement ⁽ⁱⁱ⁾		3 170	(805)
Dividendes versés :			
▪ aux actionnaires de la société mère	10.3	(350)	(352)
▪ aux intérêts ne donnant pas le contrôle		(30)	(134)
▪ aux porteurs de TSSDI	10.3	(42)	(42)
Remboursement d'obligations remboursables en actions	2	(500)	-
Augmentation et diminution de capital de la société mère		-	1
Transactions entre le Groupe et les intérêts ne donnant pas le contrôle	4.3	(25)	(35)
Cessions / (acquisitions) de titres auto-détenus		(4)	(5)
Augmentation emprunts et dettes financières		1 042	1 625
Diminution emprunts et dettes financières		(1 536)	(1 806)
Intérêts financiers nets versés		(218)	(309)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement ⁽ⁱⁱ⁾		(1 662)	(1 056)
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie		337	(187)
Variation de trésorerie		(449)	(3 146)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets d'ouverture		4 534	7 197
▪ trésorerie et équivalents de trésorerie nets des activités détenues en vue de la vente		(129)	-
Trésorerie nette d'ouverture présentée au bilan	9.1	4 405	7 197
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets de clôture		4 085	4 051
▪ trésorerie et équivalents de trésorerie nets des activités détenues en vue de la vente		-	-
Trésorerie nette de clôture présentée au bilan	9.1	4 085	4 051

(i) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités suite au changement de présentation du résultat financier (note 1.1) et pour un montant non significatif suite à la finalisation de l'allocation du prix lié à la prise de contrôle du sous-groupe Disco

(ii) Les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées sont présentés en note 3.2

ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

En millions d'euros (avant affectation du résultat)	Capital	Réserves liées au capital (1)	Titres auto-détenus	TSSDI	Réserves et résultats consolidés	Couverture de flux de trésorerie	Couverture d'investissement net	Ecarts de conversion	Ecarts actuariels	Actifs financiers disponibles à la vente	Capitaux propres Part du Groupe (2)	Intérêts ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres Totaux
Au 1^{er} janvier 2015	173	4 092	(2)	1 350	2 987	15	(31)	(858)	(31)	11	7 707	7 901	15 608
Autres éléments du résultat global au titre de la période	-	-	-	-	-	4	-	(251)	1	-	(247)	(399)	(645)
Résultat de la période	-	-	-	-	79	-	-	-	-	-	79	181	260
Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de la période	-	-	-	-	79	4	-	(251)	1	-	(168)	(218)	(386)
Opérations sur capital	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Opérations sur titres auto-détenus	-	-	-	-	(3)	-	-	-	-	-	(3)	-	(3)
Dividendes versés (3)	-	-	-	-	(388)	-	-	-	-	-	(388)	(82)	(471)
Dividendes à verser aux porteurs de TSSDI	-	-	-	-	(8)	-	-	-	-	-	(8)	-	(8)
Paievements en actions	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	3	5
Variation des parts d'intérêts liées à la prise / perte de contrôle des filiales (4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	154	154
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales (5)	-	-	-	-	(7)	-	-	(1)	-	-	(9)	(81)	(89)
Au 30 juin 2015 retraité (6)	173	4 093	(1)	1 350	2 659	19	(31)	(1 110)	(30)	12	7 133	7 679	14 812
En millions d'euros (avant affectation du résultat)													
Au 1^{er} janvier 2016	173	4 093	(80)	1 350	2 469	13	(31)	(2 061)	(54)	12	5 883	6 536	12 419
Autres éléments du résultat global au titre de la période	-	-	-	-	-	(8)	31	450	(4)	2	470	765	1 235
Résultat de la période	-	-	-	-	2 581	-	-	-	-	-	2 581	(80)	2 501
Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de la période	-	-	-	-	2 581	(8)	31	450	(4)	2	3 051	685	3 736
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur titres auto-détenus (7)	(1)	(35)	30	-	2	-	-	-	-	-	(5)	-	(5)
Dividendes versés (3)	-	-	-	-	(387)	-	-	-	-	-	(387)	(54)	(441)
Dividendes à verser aux porteurs de TSSDI	-	-	-	-	(9)	-	-	-	-	-	(9)	-	(9)
Paievements en actions	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	2	3	5
Variation des parts d'intérêts liées à la prise / perte de contrôle des filiales (4)	-	-	-	-	11	-	-	-	-	-	11	(509)	(498)
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales (5)	-	-	-	-	(8)	-	-	(23)	-	-	(31)	(498)	(529)
Autres mouvements	-	-	-	-	(6)	-	-	-	-	-	(6)	(5)	(11)
Au 30 juin 2016	172	4 058	(50)	1 350	4 654	4	(1)	(1 634)	(58)	13	8 509	6 159	14 668

(1) Réserves liées au capital = primes d'émissions, prime d'apport, primes de fusions, réserves légales

(2) Attribuable aux actionnaires de Casino, Guichard-Perrachon

(3) Voir note 10.3 pour les dividendes versés aux porteurs d'actions ordinaires et TSSDI. Les dividendes versés aux intérêts ne donnant pas le contrôle au cours du 1^{er} semestre 2016 concernent Exito et l'Uruguay à hauteur de respectivement 31 et 22 millions d'euros (au 30 juin 2015 : respectivement Exito et Big C Thaïlande à hauteur de 44 et 24 millions d'euros)

(4) L'incidence négative de 498 millions d'euros correspond essentiellement à la cession des activités vietnamiennes et thaïlandaises (note 3.1.1). Sur le 1^{er} semestre 2015, l'incidence de 154 millions d'euros correspondait à l'évaluation à la juste valeur des intérêts ne donnant pas le contrôle de Disco en lien avec la prise de contrôle de cette dernière

(5) L'incidence négative de 529 millions d'euros correspond essentiellement à l'exercice de l'option de rachat de l'ORA Monoprix (note 2) ainsi qu'aux acquisitions de titres Exito et GPA décrites dans les notes 3.1.2 et 3.1.3. Sur le 1^{er} semestre 2015, la variation négative de 81 millions d'euros correspondait essentiellement à la comptabilisation de la promesse d'achat portant sur les titres Disco suite à la prise de contrôle

(6) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités pour un montant non significatif suite à la finalisation de l'allocation du prix lié à la prise de contrôle du sous-groupe Disco

(7) Voir note 10.1

COMPTES CONSOLIDES

SOMMAIRE DETAILLE DES NOTES ANNEXES

NOTE 1.... PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX **..... 21**

1.1	REFERENTIEL	21
1.2	BASE DE PREPARATION ET DE PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES	23
1.3	RETRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPARATIVE ..	23

NOTE 2 FAITS MARQUANTS **24**

NOTE 3 PERIMETRE DE CONSOLIDATION .. **25**

3.1	OPERATIONS DE PERIMETRE DU 1 ^{ER} SEMESTRE 2016	25
3.2	ACTIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITES ABANDONNEES	27
3.3	PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES ET LES COENTREPRISES	29

NOTE 4 COMPLEMENT D'INFORMATION LIE AU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE..... **31**

4.1	VARIATION DU BFR LIEE A L'ACTIVITE.....	31
4.2	INCIDENCE SUR LA TRESORERIE DES VARIATIONS DE PERIMETRE AVEC CHANGEMENT DE CONTROLE	31
4.3	INCIDENCE SUR LA TRESORERIE DES TRANSACTIONS AVEC LES INTERETS NE DONNANT PAS LE CONTROLE.....	31
4.4	RECONCILIATION ENTRE VARIATION DE TRESORERIE ET VARIATION DE DETTE FINANCIERE NETTE.....	32

NOTE 5 INFORMATION SECTORIELLE **32**

5.1	INDICATEURS CLES PAR SECTEUR OPERATIONNEL.....	32
5.2	INDICATEURS CLES PAR ZONE GEOGRAPHIQUE	33

NOTE 6 DONNEES LIEES A L'ACTIVITE **33**

6.1	SAISONNALITE DE L'ACTIVITE	33
6.2	NATURE DE CHARGES PAR FONCTION.....	33
6.3	AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS.....	34

NOTE 7 IMPOTS..... **35**

NOTE 8 GOODWILL, IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES, ET IMMEUBLES DE PLACEMENT..... **36**

NOTE 9 STRUCTURE FINANCIERE ET COUTS FINANCIERS **36**

9.1	TRESORERIE NETTE.....	36
9.2	EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES.....	37
9.3	RESULTAT FINANCIER.....	38
9.4	JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS	40

NOTE 10 CAPITAUX PROPRES **41**

10.1	ELEMENTS SUR CAPITAL SOCIAL	41
10.2	INTERETS NE DONNANT PAS LE CONTROLE SIGNIFICATIFS	41
10.3	DISTRIBUTIONS DE DIVIDENDES.....	42

NOTE 11 PROVISIONS..... **42**

11.1	DECOMPOSITION ET VARIATIONS	42
11.2	PASSIFS EVENTUELS.....	43

NOTE 12 PARTIES LIEES..... **44**

NOTE 13 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE **44**

GROUPE CASINO
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES
Période de six mois close au 30 juin 2016

INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE CASINO, GUICHARD-PERRACHON

Casino, Guichard-Perrachon est une société anonyme de droit français, cotée sur Euronext Paris, compartiment A. La société et ses filiales sont ci-après dénommées « le Groupe » ou « le groupe Casino ». Le siège social de la société est situé à Saint-Etienne 1, Esplanade de France – 42008 Saint-Etienne.

Les états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2016 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales, ainsi que les intérêts du Groupe dans les coentreprises et les entreprises associées.

En date du 28 juillet 2016, le Conseil d'administration a établi et autorisé la publication des états financiers consolidés résumés de Casino, Guichard-Perrachon pour le semestre se terminant le 30 juin 2016.

Note 1 Principes comptables généraux

1.1 Référentiel

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés résumés du groupe Casino sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2016.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire »). Ils ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2015 qui sont disponibles sur demande au siège social de la société ou sur le site internet www.groupe-casino.fr.

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des états financiers consolidés résumés au 30 juin 2016 sont identiques à ceux appliqués pour les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2015 à l'exception du changement de méthode de présentation des coûts de mobilisation de créances sans recours au sein du résultat financier (note 9.3) et des changements comptables liés aux nouveaux textes applicables à compter du 1^{er} janvier 2016 qui n'ont pas d'incidence matérielle sur les états financiers consolidés du Groupe (voir ci-après).

Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne et d'application obligatoire à partir de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2016

L'Union européenne a adopté les textes suivants qui sont d'application obligatoire par le Groupe pour son exercice ouvert le 1^{er} janvier 2016. Ces nouveaux textes présentés ci-dessous qui trouvent à s'appliquer dans le Groupe, n'ont pas d'incidence matérielle sur les états financiers consolidés du Groupe et sauf indication contraire sont d'application prospective.

- Améliorations annuelles des normes IFRS – cycle 2010-2012 : les normes concernées sont notamment :
 - IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions :
Ces amendements viennent préciser la définition de « conditions d'acquisition » par la définition séparée de « condition de performance » et « condition de service ».
 - IFRS 3 – Regroupements d'entreprises :
Ces amendements viennent préciser que les variations de juste valeur de la contrepartie éventuelle qui ne sont pas des ajustements de la période d'évaluation sont comptabilisées en résultat net.
 - IFRS 8 – Secteurs opérationnels :
Ces amendements sont d'application rétrospective. Ils requièrent de fournir dans l'annexe aux comptes les jugements sur lesquels s'est basée la direction lorsque des secteurs opérationnels ont été regroupés.
 - IAS 24 – Informations relatives aux parties liées :
Ces amendements sont d'application rétrospective. Ils viennent préciser que parmi les entités considérées comme étant une partie liée, est ajoutée le cas de figure de l'entité, ou de tout membre du groupe dont ils font partie, qui fournit des prestations de direction à l'entité de reporting. Dans ce cas de figure, l'entité de reporting est exemptée de fournir le montant des rémunérations versées aux principaux dirigeants par l'entité en application du paragraphe 17 mais doit indiquer le montant des honoraires versés à l'entité prestataire de services.
- Améliorations annuelles des normes IFRS – cycle 2012-2014 : les normes concernées sont notamment :
 - IAS 34 – Information financière intermédiaire :
Ces amendements sont d'application rétrospective. Ils précisent l'expression "ailleurs dans le rapport financier intermédiaire" du paragraphe 16A, en exigeant une référence croisée au niveau des états financiers intermédiaires permettant au lecteur de localiser l'information lorsqu'elle se trouve dans le rapport financier intermédiaire mais pas dans les notes aux états financiers.
- Amendements IAS 1 – Initiative informations à fournir :
Ces amendements viennent préciser les dispositions sur deux points :
 - l'application de la notion de matérialité, en précisant qu'elle s'applique aux états financiers y compris les notes annexes et que l'inclusion d'informations non significatives peut être nuisible à leur compréhension,
 - l'application du jugement professionnel, en modifiant à la marge certaines formulations considérées comme prescriptives et ne laissant de ce fait pas de place au jugement.

1.2 Base de préparation et de présentation des comptes consolidés

1.2.1 Bases d'évaluation

Les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de la maison mère du Groupe. Les tableaux, présentés en millions d'euros, comportent des données arrondies individuellement. Les calculs arithmétiques effectués sur la base des éléments arrondis peuvent présenter des divergences avec les agrégats ou sous-totaux affichés.

1.2.2 Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers consolidés requiert, de la part de la Direction, l'utilisation de jugements, d'estimations et d'hypothèses susceptibles d'avoir une incidence sur les montants d'actifs, passifs, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe. Les hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter des estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes semestriels consolidés, les principaux jugements effectués par la Direction ainsi que les principales hypothèses retenues sont les mêmes que ceux appliqués lors de l'élaboration des états financiers consolidés clos le 31 décembre 2015.

Les principaux jugements et estimations de la période portent sur :

- les dépréciations des actifs non courants et goodwill (note 8) ;
- les valeurs recouvrables des impôts différés actifs ;
- les provisions pour risques (note 11), notamment fiscaux et sociaux, ainsi que la reconnaissance et l'évaluation de la valeur recouvrable des crédits d'impôt ou de taxes (TVA ou assimilés) (notamment note 5.1).

1.3 Retraitement de l'information comparative

Le tableau ci-dessous présente les incidences des activités abandonnées (note 3.1.1), du changement de méthode de présentation des coûts de mobilisation de créances sans recours au sein du résultat financier (note 9.3) et de la finalisation de l'allocation du prix suite à la prise de contrôle de Disco sur le compte de résultat consolidé du 30 juin 2015 par rapport à ce même état publié fin juillet 2015.

en millions d'euros	30 juin 2015 publié	Activités abandonnées	Finalisation allocation du prix Disco	Mobilisation de créances sans recours	30 juin 2015 retraité
Chiffre d'affaires	23 668	(2 087)	-	-	21 581
Résultat opérationnel courant	521	(133)	-	-	388
Résultat opérationnel	595	(133)	(2)	-	460
Résultat financier	(402)	10	-	-	(392)
Coût de l'endettement financier net	(255)	12	-	152	(91)
Autres produits et charges financiers	(148)	(1)	-	(152)	(301)
Résultat avant impôt	193	(123)	(2)	-	68
Produit (charge) d'impôt	27	26	-	-	54
Résultat net des activités poursuivies	257	(97)	(1)	-	159
Résultat net des activités abandonnées	4	97	-	-	101
Résultat net de l'ensemble consolidé	261	-	(1)	-	260
Dont part du Groupe	79	-	-	-	79
Dont intérêts ne donnant pas le contrôle	182	-	(1)	-	181

Note 2 Faits marquants

- **Cession des activités en Thaïlande et au Vietnam (note 3.1.1)**

- **Evolution de la notation de crédit de l'agence Standard & Poor's**

Standard & Poor's a annoncé le 21 mars 2016 la dégradation de la notation de Casino de BBB- à BB+ perspective stable. Cette dégradation fait suite à l'annonce par l'agence le 15 janvier 2016 de la « mise sous revue » (CreditWatch) de la notation BBB- du Groupe, dans le contexte des difficultés rencontrées par les pays émergents et la récession que connaît le Brésil.

Cette modification de la note a pour conséquence une augmentation de 1,25% du coupon annuel payé sur les emprunts obligataires du Groupe. Cette augmentation est effective à partir du jour suivant la date de paiement du coupon annuel sur chacune des émissions obligataires. L'impact de cette clause, non significatif au premier semestre 2016, est estimé autour de 15 millions d'euros sur l'année 2016 et légèrement supérieur à 70 millions d'euros en année pleine (en prenant en compte l'effet des rachats obligataires intervenus sur le premier semestre et décrits ci-dessous). Cette dégradation de la notation de Casino n'a aucune conséquence sur l'exigibilité des dettes de Casino et il n'existe aucun covenant lié à la notation de Casino.

- **Exercice de l'option d'achat sur les ORA Monoprix**

Le 3 mai 2016, Casino a exercé son option d'achat sur la totalité des obligations remboursables en action (« ORA ») émises par Monoprix en décembre 2013, et souscrites par Crédit Agricole CIB. Cette opération a été réalisée le 10 mai 2016 avec un prix d'exercice de 508 millions d'euros (dont 500 millions d'euros de nominal et 8 millions d'euros d'intérêts) et a généré un produit financier de 13 millions d'euros reconnu en « coût de l'endettement financier net » ainsi qu'un impact sur les capitaux propres consolidés de -502 millions d'euros (dont -419 millions d'euros sur les intérêts ne donnant pas le contrôle et -83 millions d'euros sur les capitaux propres part du Groupe).

- **Projet de lancement d'une offre publique d'achat des actions de Cnova N.V.**

Le 12 mai 2016, le Groupe a annoncé son projet de lancer une offre publique d'achat volontaire sur les actions ordinaires de Cnova N.V. détenues par les actionnaires du flottant à un prix de 5,5 dollars américains par action soit un montant maximal total d'environ 196 millions de dollars américains. Cette offre est notamment conditionnée à la réalisation de l'opération de rapprochement des activités de Cnova Brésil avec Via Varejo. Au terme de ce projet, Cnova détiendrait exclusivement Cdiscount. Via Varejo absorberait Cnova Brésil et cesserait d'être actionnaire de Cnova ce qui conduirait GPA à perdre le contrôle de Cnova. Cette opération, qui pourrait intervenir au cours du 2^{ème} semestre 2016, reste toutefois conditionnée à la bonne fin des négociations en cours pour s'assurer du soutien des actionnaires minoritaires de Via Varejo.

Cette réorganisation potentielle étant réalisée entre sociétés intégrées globalement, ses effets sur les comptes consolidés du groupe Casino seraient éliminés à l'exception des éventuels effets fiscaux et frais liés au projet.

- **Protocole d'accord avec la famille Baud et prise de contrôle de la société Geimex**

Le 25 mai 2016, le Groupe et la famille Baud ont conclu un protocole d'accord transactionnel mettant fin à l'ensemble des actions contentieuses qui les opposaient depuis 2007. Cet accord prévoit notamment le rachat par le Groupe de la participation de 50% détenue par la famille Baud dans la société Geimex, propriétaire de la marque Leader Price à l'international et jusqu'à présent contrôlée conjointement par les deux parties. Cette prise de contrôle est soumise à des conditions suspensives dont l'autorisation des autorités de la concurrence et sera donc effective une fois ces conditions suspensives levées.

▪ **Rachat de titres obligataires**

Suite à une offre de rachat obligataire lancée par le Groupe, les obligations de maturité janvier 2023, février 2025 et août 2026 ont été rachetées et annulées le 15 juin 2016 pour des montants notionnels respectivement de 134, 158 et 245 millions d'euros.

Par ailleurs, le Groupe a procédé au cours du premier semestre au rachat sur le marché de titres obligataires de même maturité que ci-dessus pour une valeur notionnelle globale de 108 millions d'euros (13, 42 et 53 millions d'euros respectivement sur les obligations de maturité janvier 2023, février 2025 et août 2026).

L'incidence comptable de l'ensemble de ces opérations de rachat se résume ainsi :

- Diminution de la dette financière brute y compris composante de réévaluation liée aux couvertures : 665 millions d'euros (note 9.2.2) ;
- Diminution des dérivés de couverture : 20 millions d'euros (note 9.2.2) ;
- Reconnaissance d'un gain de 38 millions d'euros présenté en « coût de l'endettement » (note 9.3.1)

Suite à ces opérations et au remboursement de l'obligation de maturité avril 2016, la maturité moyenne des dettes obligataires est passée de 5,8 années à fin 2015 à 5,3 années au 30 juin 2016.

▪ **Irrégularités dans la filiale Cnova Brazil**

La finalisation des investigations a abouti à la reconnaissance d'une charge nette complémentaire de 35 millions d'euros présentée en « autres charges opérationnelles » (note 6.3). Cette charge comprend principalement la dépréciation d'actifs incorporels pour 16 millions d'euros, des ajustements de « cut-off » pour 10 millions d'euros et une mise au rebut d'actifs immobilisés corporels pour 5 millions d'euros. Casino a estimé que la quote-part de ces ajustements correspondant à des erreurs sur les exercices passés n'était pas suffisamment significative pour justifier un retraitement des comptes antérieurement publiés. La filiale a enregistré son rapport annuel 20-F auprès de la SEC le 21 juillet dernier.

Note 3 Périmètre de consolidation

3.1 Opérations de périmètre du 1^{er} semestre 2016

3.1.1 Cessions des activités en Asie

▪ **Cession des activités thaïlandaises**

Le 14 janvier 2016, le Groupe a annoncé son intention de céder sa participation dans sa filiale Big C Supercenter PCL, cotée en Thaïlande (« Big C »). La cession a été réalisée le 21 mars 2016 à l'une des filiales du groupe TCC, le groupe BJC. Le produit de cette cession s'élève à 3 068 millions d'euros net de frais générant une plus-value de cession nette d'impôt de 2 315 millions d'euros (note 3.2).

Par ailleurs, dans le cadre de cette transaction, Cnova a procédé à la cession de ses intérêts économiques dans Cdiscount Thaïlande au groupe BJC pour un montant de 28 millions d'euros net de frais (y compris le remboursement d'un prêt pour 6 millions d'euros) générant ainsi une plus-value de cession nette d'impôt de 27 millions d'euros (note 3.2).

▪ **Cession des activités vietnamiennes**

Le 29 avril 2016, le Groupe a annoncé la réalisation de la cession de Big C Vietnam au groupe Central pour une valeur d'entreprise de 1 milliard d'euros. La décision de céder les activités au Vietnam avait été prise en fin d'année 2015 et de ce fait, les actifs et les passifs attachés aux activités E-commerce et Retail du sous-groupe au Vietnam avaient été classés en actifs détenus en vue de la vente au 31 décembre 2015. Le produit de cession pour le Groupe s'élève à 879 millions d'euros net de frais de cession générant une plus-value de cession nette d'impôt de 528 millions d'euros (note 3.2).

Consécutivement à la cession de ces activités en Thaïlande et au Vietnam qui représentaient la totalité du secteur opérationnel « Asie » et une partie du secteur opérationnel « E-commerce », et en application de la norme IFRS 5 – Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées, le Groupe a présenté le résultat net après impôt des activités en Thaïlande et au Vietnam ainsi que la plus-value générée sur la cession de ces activités sur une ligne distincte du compte de résultat « Résultat net des activités abandonnées ».

Par ailleurs, le compte de résultat consolidé au 30 juin 2015 a été retraité afin de présenter les activités abandonnées séparément des activités poursuivies (notes 1.3 et 3.2). Les flux de trésorerie nets attribuables aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement des activités abandonnées sont également présentés en note 3.2.

3.1.2 Acquisition de titres Exito

Entre le 1^{er} mars et le 28 mars 2016, le Groupe a acquis 2,4 millions de titres de sa filiale Exito pour un montant total de 11 millions de dollars US (soit 10 millions d'euros) (note 4.3) portant sa participation de 54,77% à 55,30%. L'incidence de ces opérations sur les capitaux propres part du Groupe s'élève à 6 millions d'euros et sur les intérêts ne donnant pas le contrôle à -17 millions d'euros.

3.1.3 Acquisition de titres GPA

En juin 2016, le Groupe a procédé à l'acquisition de 970 milliers d'actions de préférence pour un montant de 11 millions d'euros (note 4.3) représentant environ 0,4% du capital de GPA. L'incidence de ces opérations sur les capitaux propres part du Groupe s'élève à 6 millions d'euros et sur les intérêts ne donnant pas le contrôle à -17 millions d'euros.

3.1.4 Opérations de périmètre dans le sous-groupe Franprix – Leader Price

Dans le cadre de la poursuite de projets de redéploiement des franchisés chez Franprix-Leader Price, la filiale a cédé au cours de la période à deux masterfranchisés un ensemble de magasins Franprix et Leader Price dont la gestion en mode intégré était déficitaire. Les magasins ont été cédés à hauteur de 51 % générant une perte nette de -65 millions d'euros reconnue en "autres charges opérationnelles" (note 6.3). Si ces cessions avaient été réalisées dès le 1^{er} janvier 2016, l'incidence sur le chiffre d'affaires aurait été de -33 millions d'euros ; l'incidence sur le résultat avant impôt aurait été nulle.

Parallèlement, les mêmes masterfranchisés ont pu investir dans un ensemble de magasins Franprix et Leader Price bénéficiaires à hauteur de 49 %. Ces cessions sans perte de contrôle n'ont pas d'impact significatif sur les capitaux propres part du Groupe.

Par ailleurs, Franprix-Leader Price a pris le contrôle de différents sous-groupes sur le 1^{er} semestre 2016. Les montants décaissés pour ces acquisitions s'élèvent à 8 millions d'euros et ont généré un goodwill provisoire de 8 millions d'euros. Ces sous-groupes étant antérieurement mis en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe, la réévaluation conformément à IFRS 3, de la quote-part antérieurement détenue, a généré un produit de 3 millions d'euros.

La contribution des activités de ces sous-groupes au chiffre d'affaires et au résultat net avant impôt du groupe Casino pour la période est respectivement de 4 et -3 millions d'euros.

Si ces acquisitions avaient été réalisées dès le 1^{er} janvier 2016, la contribution additionnelle au chiffre d'affaires et au résultat net avant impôt aurait été respectivement de 3 et -1 millions d'euros.

3.2 Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées

3.2.1 Actifs détenus en vue de la vente

Les actifs détenus en vue de la vente et les passifs rattachés s'élèvent respectivement à 17 et 0 millions d'euros au 30 juin 2016 (au 31 décembre 2015 : respectivement 538 et 184 millions d'euros). Ils étaient composés principalement des actifs Retail et E-commerce du sous-groupe au Vietnam au 31 décembre 2015. La variation à la baisse s'explique par les opérations décrites en note 3.1.1.

3.2.2 Activités abandonnées

Le résultat des activités abandonnées composé essentiellement de la Thaïlande et du Vietnam (note 3.1.1) est présenté ci-dessous :

en millions d'euros	30 juin 2016 ⁽ⁱ⁾	30 juin 2015 retraité
Chiffre d'affaires, hors taxes	747	2 087
Charges	(709)	(1 958)
Résultat avant impôt	38	128
Charge d'impôt	(8)	(28)
Résultat net	30	101
Résultat de cession des activités abandonnées	2 899	-
<i>Prix de cession</i>	4 054	-
<i>Frais relatifs aux cessions</i>	(86)	-
<i>Actif net comptable cédé</i>	(1 160)	-
<i>Recyclage des autres éléments du résultat global</i>	91	-
Impôt sur cession des activités abandonnées	(28)	-
Résultat net des activités abandonnées ⁽ⁱⁱ⁾	2 900	101
Résultat de base par action, des activités abandonnées ⁽ⁱⁱⁱ⁾	25,88	0,89
Résultat dilué par action, des activités abandonnées ⁽ⁱⁱⁱ⁾	25,88	0,89

(i) Représente principalement 2 mois d'activité avant la cession effective des activités thaïlandaises en date du 21 mars 2016 et 4 mois d'activité avant la cession effective des activités vietnamiennes en date du 29 avril 2016

(ii) Le résultat des activités abandonnées de la période qui s'élève à 2 900 millions d'euros est attribuable à hauteur de 2 877 millions d'euros à la part du Groupe et à hauteur de 24 millions d'euros aux intérêts ne donnant pas le contrôle (sur le 1^{er} semestre 2015 : 101 millions d'euros attribuable à hauteur de 62 millions d'euros à la part du Groupe et à hauteur de 39 millions d'euros aux intérêts ne donnant pas le contrôle)

(iii) Dont part du Groupe à hauteur de 25,67 euros au 30 juin 2016 et 0,55 euros au 30 juin 2015

Les autres éléments du résultat global composés essentiellement de la Thaïlande et du Vietnam sont présentés ci-dessous :

en millions d'euros	30 juin 2016	30 juin 2015
Eléments recyclables ultérieurement en résultat	(148)	86
Ecart de conversion	(178)	86
Couverture d'investissement net dans une activité à l'étranger	47	-
Effets d'impôt	(17)	-
Eléments non recyclables ultérieurement en résultat	5	-
Ecart actuariels	6	-
Effets d'impôt	(1)	-
Autres éléments du résultat global relatifs aux activités abandonnées	(143)	86

Les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées, essentiellement thaïlandaises et vietnamiennes sont présentés ci-dessous :

en millions d'euros	30 juin 2016	30 juin 2015 retraité
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	(209)	103
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	3 737	(75)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	340	(42)
Flux nets de la période	3 868	(14)

Les incidences des cessions des activités thaïlandaises et vietnamiennes sur l'état de la situation financière consolidée du Groupe sont présentées ci-dessous :

en millions d'euros	2016 ⁽ⁱ⁾
Goodwill, immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	1 940
Autres actifs non courants	161
Actifs non courants	2 100
Autres actifs courants	451
Trésorerie et équivalent de trésorerie	118
Actifs détenus en vue de la vente (Vietnam) ⁽ⁱⁱ⁾	460
Actifs courants	1 029
TOTAL ACTIFS	3 130
Passifs financiers non courants	145
Autres passifs non courants	78
Passifs non courants	223
Passifs financiers courants	355
Fournisseurs	486
Autres passifs courants	202
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente (Vietnam) ⁽ⁱⁱⁱ⁾	144
Passifs courants	1 187
TOTAL PASSIFS	1 410
Actif net	1 719
<i>Dont actif net part du Groupe</i>	<i>1 160</i>
<i>Dont actif net des intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	<i>559</i>
Contrepartie reçue nette de frais décaissés (note 4.2)	3 985
Trésorerie et équivalents de trésorerie cédés (note 4.2)	225
Entrée nette de trésorerie (note 4.2)	3 759

(i) A la date de perte de contrôle de chacune des activités

(ii) Dont 107 millions d'euros de trésorerie et équivalent de trésorerie

(iii) Dont 64 millions d'euros d'emprunts et dettes financières

3.3 Participations dans les entreprises associées et les coentreprises

3.3.1 Variation des participations dans les entreprises associées et les coentreprises

en millions d'euros	Ouverture	Perte de valeur	Quote-part de résultat de la période	Distribution	Autres	Clôture
<u>Entreprises associées</u>						
Entreprises associées du groupe GPA (FIC & BINV)	122	-	30	(34)	(30)	88
Banque du Groupe Casino	80	-	1	-	(1)	80
Mercialys	457	-	34	(61)	(55) ⁽ⁱ⁾	376
Entreprises associées du groupe Franprix-Leader Price	21	-	(9)	-	(2)	10
Autres	35	-	1	(1)	-	35
<u>Coentreprises</u>						
Disco ⁽ⁱⁱ⁾	129	-	-	-	(129)	-
Geimex	50	-	3	(25)	-	28
Autres	3	-	5	-	4	12
Exercice 2015	897	-	66	(121)	(213)	629
<u>Entreprises associées</u>						
Entreprises associées du groupe GPA (FIC & BINV)	88	-	15	-	20	123
Banque du Groupe Casino	80	-	1	-	-	81
Mercialys	376	-	20	(21)	-	374
Entreprises associées du groupe Franprix-Leader Price	10	-	(20)	-	19	9
Autres	35	-	-	-	3	37
<u>Coentreprises</u>						
Geimex	28	-	1	-	-	29
Autres	12	-	1	-	-	13
1^{er} semestre 2016	629	-	18	(21)	42	667

(i) La variation négative de 55 millions d'euros en 2015 résultait de la neutralisation des plus-values dégagées lors des cessions d'actifs immobiliers de Casino à Mercialys à hauteur de la quote-part détenue dans cette entité

(ii) Depuis le 1^{er} janvier 2015, date de prise de contrôle, le sous-groupe Disco est consolidé par intégration globale

3.3.2 Quote-part des passifs éventuels dans les entreprises associées et les coentreprises

Au 30 juin 2016 et au 31 décembre 2015, il n'existe pas de passifs éventuels significatifs dans les entreprises associées et les coentreprises.

3.3.3 Transactions avec les parties liées (entreprises associées et coentreprises)

Les transactions avec les parties liées résumées ci-dessous concernent essentiellement les opérations courantes avec les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable (entreprises associées) ou un contrôle conjoint (coentreprises) et comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Ces transactions se font sur une base de prix de marché.

en millions d'euros	Transactions du 1 ^{er} semestre				Solde à la clôture			
	Entreprises associées		Coentreprises		Entreprises associées		Coentreprises	
	2016	2015	2016	2015	30 juin 2016	31 décembre 2015	30 juin 2016	31 décembre 2015
Prêts	(2)	21	-	-	19	21	-	-
Créances	21	(2)	-	(12)	37	17	3	3
Dettes	(1)	(10)	(2)	(4)	5	5	3	5
Charges (i)	57	37	24	20	-	-	-	-
Produits (ii)	76	161	16	8	-	-	-	-

- (i) Dont loyers hors charges locatives au titre de 88 baux signés avec Mercialys (entreprise associée) pour 30 millions d'euros en 2016 (en 2015 : 92 baux pour 19 millions d'euros). Au 31 décembre 2015, les engagements de loyers envers Mercialys portant sur des actifs immobiliers s'élevaient à 99 millions d'euros dont 43 millions d'euros à moins d'un an
- (ii) Dont dividendes reçus de Mercialys pour 21 millions d'euros (au 30 juin 2015 : 33 millions d'euros) et produits liées aux opérations immobilières avec Mercialys présentés en « Autres revenus » pour 47 millions d'euros (en 2015 : 117 millions d'euros)

Dans le cadre de la convention de partenariat entre Casino et Mercialys et dans la continuité des opérations de cessions d'actifs qui avaient eu lieu en 2014 et 2015, Casino a cédé sur le premier semestre à Mercialys des projets de développements immobiliers (dont 2 sites Monoprix) pour un montant total de 73 millions d'euros générant, après prise en compte de l'élimination à hauteur de la participation détenue dans Mercialys et du taux d'avancement de chaque opération, la reconnaissance d'autres revenus pour 34 millions d'euros et une contribution positive en EBITDA de 16 millions d'euros.

En complément, Mercialys a conclu un accord avec l'OPPCI SEREIT France au travers duquel Mercialys a apporté à la SCI Rennes – Anglet les murs de deux hypermarchés, d'une galerie marchande et d'une moyenne surface, issus d'opérations de cessions de projets de développements immobiliers effectués par Casino à Mercialys en 2014. Cette société est détenue à 30% par Mercialys et 70% par l'OPPCI SEREIT France. Cette opération a conduit à la reconnaissance en « autres revenus » de 13 millions d'euros au titre de la fraction complémentaire de 70% du résultat de promotion immobilière qui avait été antérieurement éliminée à hauteur de 40% et une contribution en EBITDA de 10 millions d'euros.

Par ailleurs, le Groupe bénéficie d'une option d'achat exerçable le 31 juillet 2018, à sa main et sous certaines conditions, portant soit (i) sur les actifs immobiliers détenus par la SCI Rennes – Anglet valorisés à un prix fixe de 64 millions d'euros soit (ii) sur les titres de la SCI Rennes – Anglet détenus par l'OPPCI SEREIT France valorisés à la valeur de marché (ANR) de la société, cette dernière prenant en compte une valeur de marché hors droits des actifs immobiliers de 64 millions d'euros.

Note 4 Complément d'information lié au tableau de flux de trésorerie

4.1 Variation du BFR liée à l'activité

en millions d'euros	30 juin 2016 ^(*)	30 juin 2015 ^(*)
Stocks de marchandises	(108)	(18)
Stocks de promotion immobilière	60	(49)
Fournisseurs	(1 887)	(1 345)
Créances clients et comptes rattachés	(392)	56
Créances liées aux activités de crédit	17	88
Financement des activités de crédit	18	(141)
Autres créances / dettes	(395)	(427)
Variation du BFR liée à l'activité	(2 686)	(1 836)

(*) Comprend les flux liés aux activités abandonnées jusqu'à leur date de cession (note 3.2.2)

4.2 Incidence sur la trésorerie des variations de périmètre avec changement de contrôle

en millions d'euros	30 juin 2016	30 juin 2015
Montant payé pour les prises de contrôle	(43)	(195)
Disponibilités / (découverts bancaires) liés aux prises de contrôle	(10)	47
Montant reçu pour les pertes de contrôle (i)	3 985	27
(Disponibilités) / découverts bancaires liés aux pertes de contrôle (ii)	(227)	-
Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle	3 704	(121)

(i) Correspond aux cessions des activités thaïlandaises et vietnamiennes sur la période close au 30 juin 2016

(ii) Dont 225 millions d'euros relatifs aux activités thaïlandaises et vietnamiennes cédées

Au 30 juin 2016, l'incidence nette de ces opérations sur la trésorerie du Groupe résulte principalement des cessions de Big C Thaïlande à hauteur de 2 989 millions d'euros et de Big C Vietnam à hauteur de 770 millions d'euros (note 3.2.2).

Au 30 juin 2015, l'incidence nette de ces opérations sur la trésorerie du Groupe résultait principalement des prises de contrôle de magasins de Super Inter réalisées en 2015 à hauteur de -90 millions d'euros, des sociétés Europrice et Leader Centre Gestion par le sous-groupe Franprix – Leader Price à hauteur respectivement de -18 et -14 millions d'euros, de la trésorerie acquise de Disco à hauteur de 49 millions d'euros ainsi que de l'échange d'actifs dans le cadre de l'accord avec Cafam à hauteur d'un montant net de -17 millions d'euros.

4.3 Incidence sur la trésorerie des transactions avec les intérêts ne donnant pas le contrôle

en millions d'euros	30 juin 2016	30 juin 2015
Acquisitions de titres GPA (note 3.1.3)	(11)	-
Acquisition de titres Exito (note 3.1.2)	(10)	-
Lanin / Devoto	-	(17)
Autres	(3)	(17)
Incidence sur la trésorerie des transactions avec les intérêts ne donnant pas le contrôle	(25)	(35)

4.4 Réconciliation entre variation de trésorerie et variation de dette financière nette

en millions d'euros	30 juin 2016	30 juin 2015 retraité
Variation de trésorerie	(449)	(3 146)
Augmentation d'emprunts et dettes financières	1 042	1 625
Diminution d'emprunts et dettes financières	1 536	1 806
Variations de dettes sans effet de trésorerie	94	160
<i>Variation part du Groupe d'actifs nets détenus en vue de la vente</i>	<i>(235)</i>	<i>5</i>
<i>Variation d'autres actifs financiers</i>	<i>(5)</i>	<i>50</i>
<i>Dettes financières liées aux variations de périmètre (note 9.2.2 iii)</i>	<i>566</i>	<i>(2)</i>
<i>Dettes fournisseurs conventionnés (note 9.2.1)</i>	<i>(104)</i>	<i>-</i>
<i>Variation de couverture de juste valeur et flux de trésorerie</i>	<i>(30)</i>	<i>40</i>
<i>Intérêts courus</i>	<i>(72)</i>	<i>45</i>
<i>Intérêts liés aux ORA Monoprix (note 9.3.1)</i>	<i>13</i>	<i>11</i>
<i>Autres</i>	<i>(39)</i>	<i>12</i>
Incidence des variations monétaires	(409)	99
Variation de dette financière nette (voir note 9.2.1)	(270)	(2 706)
Dettes financières nettes à l'ouverture	6 073	5 733
Dettes financières à la clôture (note 9.2.1)	6 343	8 438

Note 5 Information sectorielle

5.1 Indicateurs clés par secteur opérationnel

L'information sectorielle présentée ci-après est fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction Générale (principal décideur opérationnel) pour évaluer les performances et allouer les ressources. Elle inclut notamment l'affectation des frais de holding à l'ensemble des Business Unit du Groupe. Consécutivement aux cessions des activités thaïlandaises et vietnamiennes décrites en note 3.1.1, les secteurs présentés sont désormais les suivants : France Retail, Latam Retail, Latam Electronics et E-commerce.

en millions d'euros	France Retail	Latam Retail	Latam Electronics	E-commerce	30 juin 2016
Chiffre d'affaires externe	9 264	6 836	2 182	1 391	19 673
EBITDA	267⁽ⁱ⁾	340⁽ⁱⁱ⁾	125⁽ⁱⁱ⁾	(62)	670
Dotations aux amortissements opérationnels courants (note 6.2)	(182)	(128)	(26)	(18)	(353)
Résultat opérationnel courant	85	212⁽ⁱⁱ⁾	100⁽ⁱⁱ⁾	(80)	317

(i) Dont 49 millions d'euros au titre des opérations de développement immobilier réalisées en France

(ii) Dont 640 millions de reais (155 millions d'euros dont 85 et 70 millions d'euros respectivement pour Latam Electronics et Latam Retail) de crédits de taxes PIS/COFINS cumulatifs reconnus au cours du semestre en diminution du « coût d'achat complet des marchandises vendues » par GPA (dont 143 millions d'euros au titre d'années antérieures) ; l'ensemble des éléments qui ont permis leur comptabilisation et leur utilisation sur les périodes futures a été obtenu au cours du semestre

en millions d'euros	France Retail	Latam Retail	Latam Electronics	E-commerce	30 juin 2015 retraité
Chiffre d'affaires externe	9 136	7 803	2 924	1 719	21 581
EBITDA	146⁽ⁱ⁾	459	226	(30)	801
Dotations aux amortissements opérationnels courants (note 6.2)	(198)	(160)	(35)	(20)	(413)
Résultat opérationnel courant	(53)	299	191	(50)	388

(i) Dont 81 millions d'euros au titre des opérations de développement immobilier réalisées en France

5.2 Indicateurs clés par zone géographique

en millions d'euros	France	Amérique latine	Autres zones	Total
Chiffre d'affaires externe au 30 juin 2016	10 108	9 562	3	19 673
Chiffre d'affaires externe au 30 juin 2015 retraité	9 885	11 693	3	21 581

en millions d'euros	France	Amérique latine	Asie	Autres zones	Total
Actifs non courants au 30 juin 2016 (i)	11 985	11 884	-	46	23 915
Actifs non courants au 31 décembre 2015 (i)	12 099	10 143	2 066	43	24 351

(i) Les actifs non courants comprennent les goodwill, les immobilisations incorporelles et corporelles, les immeubles de placement, les participations dans les entreprises associées et coentreprises ainsi que les charges constatées d'avance long terme

Note 6 Données liées à l'activité

6.1 Saisonnalité de l'activité

Toutes activités confondues, la saisonnalité sur le compte de résultat est faible pour le chiffre d'affaires ; le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2015 avait représenté 51% du total de l'année (48% à taux de change moyen de l'année 2015), mais est plus marquée pour le résultat opérationnel courant (1^{er} semestre 2015 par rapport à l'année 2015 : 33% et 29% à taux de change moyen de l'année 2015).

Les flux de trésorerie générés par le Groupe sont également plus marqués par cette saisonnalité : la variation du besoin en fonds de roulement constatée au 1^{er} semestre est structurellement fortement négative du fait de l'importance des règlements fournisseurs réalisés en début d'année civile au titre des achats effectués pour servir la forte demande du mois de décembre de l'année précédente.

6.2 Nature de charges par fonction

en millions d'euros	Coûts logistiques ^(*)	Coûts des ventes	Frais généraux et administratifs	30 juin 2016
Frais de personnel	(267)	(1 754)	(435)	(2 456)
Autres charges	(521)	(1 971)	(237)	(2 729)
Dotations aux amortissements	(25)	(265)	(64)	(353)
Total	(813)	(3 990)	(736)	(5 539)

(*) Les coûts logistiques sont inclus dans le « coût d'achat complet des marchandises vendues »

en millions d'euros	Coûts logistiques ^(*)	Coûts des ventes	Frais généraux et administratifs	30 juin 2015 retraité
Frais de personnel	(316)	(1 865)	(444)	(2 625)
Autres charges	(573)	(2 137)	(239)	(2 949)
Dotations aux amortissements	(34)	(305)	(74)	(413)
Total	(923)	(4 307)	(757)	(5 987)

(*) Les coûts logistiques sont inclus dans le « coût d'achat complet des marchandises vendues »

6.3 Autres produits et charges opérationnels

en millions d'euros	30 juin 2016	30 juin 2015 retraité
Total des Autres Produits opérationnels	26	375
Total des Autres Charges opérationnelles	(559)	(303)
	(533)	72
Détail par nature		
Résultat de cession d'actifs non courants (vi)	(18)	21
Autres produits et charges opérationnels	(515)	51
Provisions et charges pour restructuration (i) (vi)	(144)	(138)
Pertes nettes de valeur des actifs (ii) (vi)	(24)	(11)
Provisions et charges pour litiges et risques (iii) (vi)	(78)	9
Produits / (charges) nets liés à des opérations de périmètre (iv) (vi)	(118)	215
Autres (v)	(151)	(23)
Total autres produits et charges opérationnels nets	(533)	72

- (i) Cette charge de restructuration au titre du 1^{er} semestre 2016 concerne principalement le secteur France Retail et GPA pour respectivement 113 et 23 millions d'euros. Au 1^{er} semestre 2015, elle concernait les secteurs France Retail et GPA à hauteur respectivement de 88 et 36 millions d'euros
- (ii) La perte de valeur enregistrée au 30 juin 2016 porte principalement sur des actifs isolés de magasins du secteur France Retail (essentiellement Franprix – leader Price) pour 22 millions d'euros. La perte de valeur enregistrée au 30 juin 2015 portait principalement sur des actifs isolés des secteurs France Retail et E-commerce
- (iii) Les provisions et charges pour litiges et risques concernent GPA à hauteur de 68 millions d'euros. Au 1^{er} semestre 2015, les provisions et charges pour litiges concernant GPA s'élevaient à un produit de 11 millions d'euros
- (iv) La charge de 118 millions d'euros constatée au 1^{er} semestre 2016 résulte principalement des opérations de périmètre dans le sous-groupe Franprix-Leader Price décrites en note 3.1.4 pour 65 millions d'euros et des honoraires liés aux opérations de périmètre à hauteur de 28 millions d'euros. Au 1^{er} semestre 2015, le produit de 215 millions d'euros résultait principalement de la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue de Disco lors de sa prise de contrôle pour 262 millions d'euros
- (v) Dont principalement la charge liée aux irrégularités de la filiale Cnova Brazil à hauteur de 76 millions d'euros dont 41 millions d'euros de coûts liés aux investigations et 35 millions d'euros liés aux corrections d'erreurs (note 2) et la taxe sur les surfaces commerciales en France (TASCOM) 2015 à hauteur de 43 millions d'euros. Un changement de législation fiscale relatif à la TASCOM a abouti pour cette année à comptabiliser deux charges sur la période (TASCOM pour l'exercice 2015 comptabilisée intégralement en début d'année 2016 et présentée en autres charges opérationnelles et TASCOM pour l'exercice 2016 comptabilisée dorénavant de manière étalée linéairement sur l'année en résultat opérationnel courant)
- (vi) Réconciliation du détail des pertes de valeur des actifs avec les tableaux de mouvements des immobilisations :

en millions d'euros	30 juin 2016	30 juin 2015 retraité
Pertes de valeur de goodwill	(1)	(1)
Reprises / (pertes) de valeur nettes des immobilisations incorporelles	(7)	4
Reprises / (pertes) de valeur nettes des immobilisations corporelles	(70)	2
Reprises / (pertes) de valeur nettes d'autres actifs	(1)	(6)
Total pertes nettes de valeur des actifs	(80)	(2)
<i>dont présenté en « Provisions et charges pour restructurations » (*)</i>	<i>(47)</i>	2
<i>dont présenté en « Autres pertes nettes de valeur des actifs »</i>	<i>(24)</i>	(11)
<i>dont présenté en « Produits / (charges) nets liés à des opérations de périmètre »</i>	<i>(7)</i>	-
<i>dont présenté en « Résultat de cession d'actifs non courants »</i>	<i>(1)</i>	7

(*) Dont respectivement 31 et 16 millions d'euros concernant Franprix-Leader Price et Distribution Casino France (branche Proximité) au 30 juin 2016

Note 7 Impôts

Au titre du semestre clos le 30 juin 2016, le taux d'impôt effectif s'élève à -4,3% à comparer à 78,8% au 30 juin 2015. La variation résulte principalement de l'impôt non reconnu sur les déficits reportables en 2016 compensé en partie par le produit de réévaluation non taxable reconnu en 2015 lors de la prise de contrôle de Disco. La preuve d'impôt se présente ainsi :

en millions d'euros	30 juin 2016		30 juin 2015 retraité	
Résultat avant impôt et mises en équivalence	(437)		68	
Produit (charge) d'impôt théorique ⁽ⁱ⁾	151	-34,43%	(23)	-34,43%
<i>Réconciliation entre le produit (charge) d'impôt théorique et le produit (charge) d'impôt réel</i>				
Effet de l'imposition des filiales étrangères	(5)	1,2%	37	53,7%
Résultat des réévaluations des intérêts antérieurement détenus dans le cadre d'opérations de prise ou perte de contrôle et cession de titres	1	-0,2%	64	94,3%
Reconnaissance de produits d'impôts sur les déficits fiscaux et les autres différences temporelles déductibles non antérieurement reconnus	-	-%	6	8,7%
Non reconnaissance et dépréciation d'impôts différés actifs sur les déficits reportables ou les autres différences temporelles déductibles ^(iv)	(130)	29,7%	(24)	-34,8%
CVAE nette d'impôt	(21)	4,7%	(20)	-29,3%
Non déductibilités des charges financières ⁽ⁱⁱ⁾	(6)	1,3%	(13)	-19,6%
Non-imposition du CICE ⁽ⁱⁱⁱ⁾	16	-3,6%	16	23,2%
Contribution additionnelle 3% distribution de dividendes	(11)	2,4%	(11)	-15,5%
Fiscalisation du résultat neutralisé des cessions d'actifs immobiliers à Mercialys	(1)	0,3%	(6)	-9,3%
Coupons TSSDI	9	-2,1%	21	31,2%
Autres	15	-3,5%	7	10,4%
Produit (charge) d'impôt réelle / Taux d'impôt effectif	19	-4,3%	54	78,8%

(i) La réconciliation du taux effectif d'impôt du Groupe a été effectuée sur la base d'un taux d'imposition inchangé de 34,43 %. Le taux ainsi retenu par le Groupe ne tenait pas compte de la contribution additionnelle transitoire de 10,7 % en 2015 pour les redevables de l'impôt sur les sociétés françaises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 250 millions d'euros

(ii) Certaines législations imposent une limitation forfaitaire des charges financières supportées par les sociétés. Pour les sociétés françaises, depuis la loi de finance rectificative de 2012 cette limitation consiste à réintégrer 25% de ces charges financières dans le résultat fiscal de l'exercice ; le montant de la charge d'impôt correspondante s'élève à 6 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2016 (1^{er} semestre 2015 : 13 millions d'euros)

(iii) La 3^{ème} loi de finances rectificative 2012 en France a instauré un Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), correspondant à un crédit d'impôt (remboursable au bout de 3 ans) de 6% (7,5% pour Vindémia) assis sur les rémunérations inférieures ou égales à 2,5 SMIC. Le Groupe a reconnu sur le 1^{er} semestre 2016 ce produit de CICE de 46 millions d'euros en réduction des charges de personnel (46 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2015)

(iv) Concerne à hauteur de 100 millions d'euros le segment e-commerce (principalement Cnova Brésil)

Les déficits fiscaux reportables activés sont localisés principalement au niveau de GPA et dans Casino, Guichard-Perrachon (pas d'évolution significative par rapport au 31 décembre 2015).

Note 8 Goodwill, immobilisations incorporelles et corporelles, et immeubles de placement

Au cours du premier semestre 2016, les acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles, et d'immeubles de placement s'élèvent à 611 millions d'euros contre 696 millions d'euros lors de la même période en 2015.

Le Groupe a procédé à une revue au 30 juin 2016 des indices de perte de valeur, tels que définis dans l'annexe aux comptes consolidés 2015, relatifs aux goodwill ainsi qu'aux actifs immobilisés. Des pertes de valeur sur les immobilisations incorporelles et corporelles d'un montant total de 77 millions d'euros ont été comptabilisées sur la période (note 6.3) qui concernent principalement le secteur France Retail (74 millions d'euros). S'agissant des goodwill, les tests effectués sur les UGT goodwill présentant des indices de perte de valeur ont porté sur les secteurs France Retail (Distribution Casino France : magasins hypermarchés, supermarchés et proximité), Casino Restauration, Latam Retail (GPA alimentaire) et E-commerce Brésil et n'ont pas abouti à la constatation de perte de valeur au 30 juin 2016. La variation raisonnable d'hypothèses clés ne remettrait pas en cause la conclusion de ces examens.

Note 9 Structure financière et coûts financiers

9.1 Trésorerie nette

L'agrégat « trésorerie nette » se décompose de la manière suivante :

en millions d'euros	30 juin 2016	31 décembre 2015
Equivalents de trésorerie	1 593	2 951
Trésorerie	2 554	1 637
Trésorerie brute	4 147	4 588
Concours bancaires courants	(62)	(183)
Trésorerie nette	4 085	4 405

Au 30 juin 2016, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ne sont soumis à aucune restriction significative.

OPERATIONS DE GESTION DE CREANCES ET DES DETTES FOURNISSEURS

Le Groupe effectue des cessions de créances sans recours et sans implication continue au sens d'IFRS 7 et effectue également des opérations de financement des fournisseurs (« reverse factoring »).

9.2 Emprunts et dettes financières

9.2.1 Composition

en millions d'euros	30 juin 2016			31 décembre 2015		
	Part non courante	Part courante	Total	Part non courante	Part courante	Total
Emprunts obligataires (i)	6 419	699	7 118	7 458	370	7 828
Autres emprunts et dettes financières	1 538	2 119	3 657	2 064	1 506	3 570
Dettes fournisseurs conventionnés (ii)	-	120	120	-	245	245
Location financement	86	22	109	65	15	81
Dérivés passifs de couverture de juste valeur (iii)	63	76	139	7	4	11
Emprunts et dettes financières	8 106	3 036	11 142	9 594	2 140	11 735
Dérivés actifs de couverture de juste valeur (iv)	(456)	(102)	(557)	(418)	(258)	(675)
Autres actifs financiers	(18)	(63)	(81)	-	(83)	(83)
Part Groupe des actifs détenus en vue de la vente nets des passifs associés	-	(14)	(14)	-	(315)	(315)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	(4 147)	(4 147)	-	(4 588)	(4 588)
Trésorerie active, autres actifs financiers et actifs nets détenus en vue de la vente	(473)	(4 326)	(4 799)	(418)	(5 244)	(5 662)
DETTE FINANCIERE NETTE	7 633	(1 290)	6 343	9 177	(3 104)	6 073

(i) Dont 6 731 et 387 millions d'euros respectivement en France et chez GPA au 30 juin 2016

(ii) Correspond aux dettes fournisseurs conventionnés (reverse factoring) de l'entité Via Varejo (se reporter à la note 11 des états financiers consolidés inclus dans le document de référence 2015). Au cours du semestre, 255 millions d'euros ont été versés au factor et sont présentés dans les flux de financement du tableau des flux de trésorerie

(iii) Dont 101, 27 et 12 millions d'euros respectivement en Latam Retail, E-commerce et France au 30 juin 2016

(iv) dont 476 et 80 millions d'euros respectivement en France et chez GPA au 30 juin 2016

DECOMPOSITION DE LA DETTE FINANCIERE NETTE

en millions d'euros	30 juin 2016				31 décembre 2015			
	Dettes financières (iii)	Trésorerie et équivalents de trésorerie	Part du Groupe des actifs nets classés selon IFRS 5	Dettes financières nettes (iii)	Dettes financières (iii)	Trésorerie et équivalents de trésorerie	Part du Groupe des actifs nets classés selon IFRS 5	Dettes financières nettes
France Retail	6 906	(2 866)	(12)	4 027	7 787	(1 681)	(24)	6 081
Latam Retail	2 907	(643)	(2)	2 263	2 231	(1 236)	(2)	993
dont GPA alimentaire	1 537	(401)	-	1 136	1 091	(864)	-	227
dont Exito (i)	1 371	(242)	(1)	1 127	1 140	(372)	(2)	766
Latam Electronics	241	(463)	-	(222)	427	(1 294)	-	(867)
Asie	-	-	-	-	559	(188)	(225)	146
dont Thaïlande	-	-	-	-	306	(60)	-	246
dont Vietnam (ii)	-	-	-	-	253	(128)	(225)	(100)
E-commerce (ii)	450	(175)	-	275	39	(318)	(1)	(280)
Total	10 504	(4 147)	(14)	6 343	11 042	(4 718)	(252)	6 073
Trésorerie nette après élimination intragroupe des activités Retail et E-commerce du Vietnam classées selon IFRS 5 (ii)	-	-	-	-	(66)	129	(63)	-
Dettes financières nettes	10 504	(4 147)	(14)	6 343	10 976	(4 588)	(315)	6 073

(i) Exito hors GPA, incluant l'Argentine et l'Uruguay

(ii) Compte tenu du processus de vente de Big C Vietnam (annoncé au marché le 15 décembre 2015), le Groupe a appliqué IFRS 5 sur les activités vietnamiennes (y compris Cdiscount Vietnam) au 31 décembre 2015. La position de trésorerie nette des deux activités (63 millions d'euros au 31 décembre 2015) a été reclassée en « actifs détenus en vue de la vente » selon IFRS 5

(iii) Correspond aux emprunts et dettes financières nets des dérivés actifs de couverture de juste valeur et des autres actifs financiers

9.2.2 Variation des dettes financières

en millions d'euros	30 juin 2016	31 décembre 2015
<i>Emprunts et dettes financières à l'ouverture</i>	11 735	13 686
<i>Dérivés actifs de couverture de juste valeur</i>	(675)	(567)
Dettes financières à l'ouverture (y compris instruments de couverture)	11 059	13 119
Nouveaux emprunts (i)	1 042	3 201
Remboursements (ii)	(1 536)	(4 911)
Variation juste valeur des emprunts couverts	4	(45)
Ecarts de conversion	408	(500)
Variation de périmètre (iii)	(564)	26
Passifs financiers associés à des actifs détenus en vue de la vente	66	(66)
Autres et reclassements (iv)	104	236
Dettes financières à la clôture (y compris instruments de couverture)	10 585	11 059
<i>Emprunts et dettes financières à la clôture</i>	11 142	11 735
<i>Dérivés actifs de couverture de juste valeur</i>	(557)	(675)

- (i) Sur le 1^{er} semestre 2016, les nouveaux emprunts comprennent principalement les opérations décrites ci-après : (a) la variation nette de billets de trésorerie court terme pour 274 millions d'euros, (b) l'utilisation des lignes de crédit par Exito pour 144 millions d'euros, (c) la souscription de nouveaux emprunts sur les filiales brésiliennes pour un montant de 287 millions d'euros dont 128 millions d'euros chez GPA et 159 millions d'euros chez Cnova Brésil et sur l'entité Big C Thaïlande pour 207 millions d'euros et (d) l'émission d'un emprunt obligataire chez GPA pour 121 millions d'euros
- (ii) Les remboursements d'emprunts sur le 1^{er} semestre 2016 sont liés principalement à Casino, Guichard-Perrachon et GPA pour respectivement 1 034 millions d'euros (dont (a) rachat des titres obligataire pour 645 millions d'euros décrit en note 2 et (b) remboursement d'un emprunt obligataire pour 386 millions d'euros) et 428 millions d'euros dont 255 millions d'euros de dettes fournisseurs conventionnés
- (iii) Dont -502 millions d'euros suite à la cession des activités thaïlandaises et -64 millions d'euros relatifs à la cession des activités vietnamiennes (note 3.2.2)
- (iv) Dont 104 millions d'euros de dettes fournisseurs conventionnés au 30 juin 2016 (285 millions d'euros au 31 décembre 2015)

9.3 Résultat financier

Le Groupe a revu en 2016 la présentation des coûts de mobilisation de créances sans recours au sein du résultat financier. Ces coûts qui étaient présentés dans la rubrique « coût de l'endettement financier net » sont désormais présentés dans la rubrique « autres produits et charges financiers ». Le Groupe estime que ce changement de méthode volontaire renforce la pertinence de l'information financière publiée par le Groupe car il permet désormais de rapprocher directement les agrégats « coût de l'endettement net » et « dette financière nette ». S'agissant d'un changement de méthode, la nouvelle présentation a été appliquée de manière rétrospective qui a conduit à retraiter l'année 2015, comme si cette présentation avait toujours été appliquée.

Principe comptable

Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net est constitué de l'ensemble des résultats produits par les éléments constitutifs de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des emprunts et dettes financières pendant la période, notamment les produits et résultats de cession des équivalents de trésorerie, la charge d'intérêts attachée aux emprunts et dettes financières, les résultats de couverture de taux (y compris la part inefficace) et les effets de change y afférents ainsi que les coûts liés aux dettes fournisseurs conventionnés.

Autres produits et charges financiers

Il s'agit des produits et charges de nature financière qui ne font pas partie du coût de l'endettement financier net.

Sont compris notamment dans cette rubrique : les dividendes reçus des sociétés non consolidées, les coûts de mobilisation de créances, les résultats d'actualisation (y compris l'actualisation des provisions de retraite), les variations de juste valeur des dérivés actions et les pertes de valeur et résultats de cession des actifs financiers hors trésorerie et équivalents de trésorerie. Cette rubrique comprend également les effets de change hors ceux portant sur les éléments constitutifs de trésorerie et équivalents de trésorerie et des emprunts et dettes financières qui sont présentés en coût de l'endettement financier net ainsi que ceux liés à la part efficace des couvertures comptables d'opérations d'exploitation qui sont présentés en résultat opérationnel.

Les escomptes financiers obtenus pour paiement rapide sont portés en produits financiers pour la part correspondant au taux normal d'intérêt du marché et en réduction du prix d'achat pour le supplément.

9.3.1 Coût de l'endettement financier net

en millions d'euros	30 juin 2016	30 juin 2015 retraité ⁽ⁱ⁾
Résultat de cession des équivalents de trésorerie	-	-
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	68	100
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	68	100
Charges d'intérêts sur opérations de financement après couverture ⁽ⁱⁱ⁾	(198)	(187)
Charges financières de location financement	(5)	(4)
Coût de l'endettement financier brut	(204)	(191)
Total du coût de l'endettement financier net	(136)	(91)

- (i) Consécutivement au changement de présentation des coûts de mobilisation de créances sans recours au sein du résultat financier, les comptes au 30 juin 2015 ont été retraités. Ainsi, la ligne « charges d'intérêts sur opérations de financement après couverture » a été retraitée à hauteur de 152 millions d'euros au 30 juin 2015
- (ii) Au cours du 1er semestre 2016, un produit de 13 millions d'euros a été reconnu suite à l'exercice de l'option d'achat sur les ORA Monoprix (note 2). Par ailleurs, dans le cadre des rachats obligataires décrits en note 2, un gain de 38 millions d'euros a été reconnu sur le 1er semestre 2016. Au cours du 1er semestre 2015, un avenant portant sur les obligations remboursables en actions de préférence Monoprix avait révisé à la baisse le taux d'intérêt (Euribor 6 mois + 4,1%) et un produit de 11 millions d'euros avait été enregistré

9.3.2 Autres produits et charges financiers

en millions d'euros	30 juin 2016	30 juin 2015 retraité
Produits financiers de participation	-	-
Gains de change (hors opérations de financement)	28	31
Produits d'actualisation et de désactualisation	1	1
Variation positive de juste valeur des dérivés hors couverture ⁽ⁱ⁾	61	3
Autres produits financiers	50	78
Produits financiers	140	112
Pertes de change (hors opérations de financement)	(29)	(34)
Charges d'actualisation et de désactualisation	(5)	(8)
Variation négative de juste valeur des dérivés hors couverture ⁽ⁱ⁾	(7)	(173)
Coûts de mobilisation de créances sans recours ⁽ⁱⁱ⁾	(138)	(152)
Autres charges financières	(47)	(46)
Charges financières	(225)	(413)
Total autres produits et charges financiers	(85)	(301)

- (i) Au 30 juin 2016, le produit net de 54 millions d'euros reflète principalement la variation de valeur du TRS GPA (19 millions d'euros), du forward GPA (16 millions d'euros) ainsi que du TRS BIG C Thaïlande qui a fait l'objet d'un dénouement sur le semestre (23 millions d'euros). Au cours du 1er semestre 2015, la charge nette de 170 millions d'euros reflétait principalement la variation de valeur des TRS BIG C Thaïlande (-17 millions d'euros) et GPA (-74 millions d'euros) ainsi que du forward GPA (-80 millions d'euros)
- (ii) Les coûts de mobilisation de créances sans recours étaient présentés auparavant sur la ligne « charges d'intérêts sur opérations de financement après couverture » (note 9.3)

9.4 Juste valeur des instruments financiers

Ci-dessous, les tableaux présentent une comparaison de la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs consolidés, autres que ceux dont les valeurs comptables correspondent à des approximations raisonnables des justes valeurs tels que les créances clients, les dettes fournisseurs et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

30 juin 2016 en millions d'euros	Hiérarchie des justes valeurs				
	Valeur comptable	Juste valeur	Prix du marché = niveau 1	Modèles avec paramètres observables = niveau 2	Modèles avec paramètres non observables = niveau 3
Actifs	614	614	-	570	43
Actifs financiers disponibles à la vente (i)	36	36	-	-	36
Dérivés actifs de couverture de juste valeur (ii)	557	557	-	557	-
Autres dérivés actifs	21	21	-	13	8
Passifs	11 760	11 777	7 035	4 589	154
Emprunts obligataires (iii)	7 118	7 172	7 035	137	-
Autres emprunts et locations-financement (iv)	3 885	3 849	-	3 849	-
Dérivés passifs de couverture de juste valeur (ii)	139	139	-	139	-
Autres dérivés passifs (ii)	464	464	-	464	-
Dettes liées aux engagements de rachat sur intérêts ne donnant pas le contrôle (v)	154	154	-	-	154

31 décembre 2015 en millions d'euros	Hiérarchie des justes valeurs				
	Valeur comptable	Juste Valeur	Prix du marché = niveau 1	Modèles avec paramètres observables = niveau 2	Modèles avec paramètres non observables = niveau 3
Actifs	712	712	-	675	36
Actifs financiers disponibles à la vente (i)	36	36	-	-	36
Dérivés actifs de couverture de juste valeur (ii)	648	648	-	648	-
Autres dérivés actifs	27	27	-	27	-
Passifs	12 405	12 100	7 542	4 407	151
Emprunts obligataires (iii)	7 828	7 542	7 542	-	-
Autres emprunts et locations-financement (iv)	3 896	3 877	-	3 877	-
Dérivés passifs de couverture de juste valeur (ii)	11	11	-	11	-
Autres dérivés passifs (ii)	519	519	-	519	-
Dettes liées aux engagements de rachat sur intérêts ne donnant pas le contrôle (v)	151	151	-	-	151

- (i) La juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente est généralement déterminée en utilisant les techniques d'évaluation usuelles. Les actifs financiers disponibles à la vente, pour lesquels une juste valeur n'a pu être déterminée de manière fiable, ne sont pas présentés dans cette note
- (ii) Les instruments dérivés font l'objet d'une évaluation (interne ou externe) sur la base des techniques d'évaluations usuelles de ce type d'instruments. Les modèles d'évaluation intègrent les paramètres observables de marché (notamment la courbe des taux) et la qualité de contrepartie. Les dérivés de couverture de juste valeur sont quasi intégralement adossés à des emprunts financiers
- (iii) La valeur de marché a été déterminée pour les emprunts obligataires cotés sur la base du dernier prix de marché à la date de clôture
- (iv) La juste valeur des autres emprunts a été déterminée sur la base d'autres méthodes de valorisation telles que la valeur actualisée des flux de trésorerie en tenant compte du risque de crédit du Groupe et des conditions de taux d'intérêt à la date de clôture
- (v) La juste valeur relative aux engagements de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle est déterminée en appliquant les formules de calcul du contrat et est, le cas échéant, actualisée ; ces formules sont considérées comme représentatives de la juste valeur et utilisent notamment des multiples d'EBITDA

Note 10 Capitaux propres

10.1 Eléments sur capital social

Au 30 juin 2016, le capital social s'élève à 172 121 460 euros contre 173 192 460 euros au 31 décembre 2015. Le capital social est composé de 112 497 686 actions ordinaires émises et entièrement libérées au 30 juin 2016 (113 197 686 actions ordinaires au 31 décembre 2015). La variation s'explique essentiellement par l'annulation de 700 000 actions représentant un montant de 36 millions d'euros autorisée par le Conseil d'administration du 14 juin 2016.

10.2 Intérêts ne donnant pas le contrôle significatifs

INFORMATIONS FINANCIERES RESUMEES DES PRINCIPALES FILIALES PRESENTANT DES PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE SIGNIFICATIVES

Les informations présentées dans le tableau ci-dessous sont en conformité avec les normes IFRS, ajustées le cas échéant des réévaluations de juste valeur à la date de prise de contrôle ou perte de contrôle et des retraitements d'homogénéisation de principes comptables avec ceux du Groupe. Les montants sont présentés avant éliminations des comptes et opérations réciproques.

En million d'euros	GPA					
	GPA total ⁽ⁱ⁾		dont Via Varejo		dont Cnova	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015
<i>Pays</i>	<i>Brésil</i>		<i>Brésil</i>		<i>Pays-Bas</i>	
% de détention des intérêts ne donnant pas le contrôle ⁽ⁱⁱ⁾	66,8%	58,7%	85,6%	82,1%	44,6%	41,9%
% des droits de votes des intérêts ne donnant pas le contrôle ⁽ⁱⁱⁱ⁾	0,06%	0,06%	37,8%	37,8%	3,4%	3,4%
<u>Pour la période du 1^{er} semestre :</u>						
Chiffre d'affaires	8 337	10 073	2 182	2 924	1 404	1 751
Résultat net des activités poursuivies	(257)	73	16	88	(245)	(76)
Résultat net des activités abandonnées	28	(6)	-	-	28	(6)
Résultat net consolidé	(229)	67	16	88	(217)	(82)
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle dans les activités poursuivies</i>	<i>(115)</i>	<i>74</i>	<i>14</i>	<i>72</i>	<i>(110)</i>	<i>(33)</i>
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle dans les activités abandonnées</i>	<i>13</i>	<i>(2)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>13</i>	<i>(2)</i>
Autres éléments du résultat global	1 319	(574)	358	(182)	53	(46)
Résultat global de la période	1 090	(507)	374	(94)	(164)	(128)
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	<i>745</i>	<i>(341)</i>	<i>317</i>	<i>(78)</i>	<i>(71)</i>	<i>(54)</i>
<u>Au 30 juin 2016 et 31 décembre 2015</u>						
Actifs courants	5 464	5 612	2 296	2 438	916	1 160
Actifs non courants	10 726	11 071	2 596	2 533	647	803
Passifs courants	6 033	5 522	2 067	2 203	1 579	1 482
Passifs non courants	2 625	2 856	684	559	12	18
Actif net	7 532	8 306	2 141	2 209	(27)	462
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	<i>5 113</i>	<i>5 338</i>	<i>1 767</i>	<i>1 811</i>	<i>9</i>	<i>204</i>
<u>Pour la période du 1^{er} semestre :</u>						
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	(1 367)	(497)	(519)	(229)	(334)	(52)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements	(138)	(284)	(11)	(50)	(5)	(43)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financements	(248)	(533)	(418)	(166)	84	(37)
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie	243	(185)	118	(79)	37	(29)
Variation de trésorerie	(1 510)	(1 499)	(831)	(524)	(218)	(161)
<i>Dividendes versés aux Groupe ⁽ⁱⁱⁱ⁾</i>	<i>-</i>	<i>(25)</i>	<i>-</i>	<i>(28)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>Dividendes versés aux intérêts ne donnant pas le contrôle sur l'exercice ⁽ⁱⁱⁱ⁾</i>	<i>(1)</i>	<i>(76)</i>	<i>-</i>	<i>(36)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
% de détention moyen 1er semestre 2016 du Groupe	32,9%		14,3%		55,2%	
% de détention du Groupe au 30 juin 2016	33,2%		14,4%		55,4%	

(i) Y compris Cnova et Via Varejo

(ii) Les pourcentages des intérêts ne donnant pas le contrôle mentionnés dans ce tableau ne comprennent pas les propres intérêts ne donnant pas le contrôle des sous-groupes

(iii) GPA a une obligation de distribution (note 12.8 du document de référence 2015)

10.3 Distributions de dividendes

L'Assemblée générale des actionnaires du 13 mai 2016, a décidé la mise en distribution, au titre de l'exercice 2015, d'un dividende d'un montant de 3,12 euros par action ordinaire payé en numéraire. Le montant comptabilisé en moins des capitaux propres s'élève à 350 millions d'euros (352 millions d'euros au 30 juin 2015 au titre de l'exercice 2014).

Les coupons attribuables aux porteurs de TSSDI se présentent comme suit :

en millions d'euros	30 juin 2016	30 juin 2015
Coupons attribuables aux porteurs de TSSDI (Impact capitaux propres)	46	46
Dont montant versé au cours de la période	37	37
Dont montant à verser	9	8
Impact tableau de flux de trésorerie de l'exercice	42	42
Dont coupons attribués et payés sur la période	37	37
Dont coupons attribués sur l'exercice précédent et payés sur la période	6	6

Note 11 Provisions

11.1 Décomposition et variations

en millions d'euros	1 ^{er} janvier 2016 ⁽ⁱ⁾	Dotations 2016	Reprises utilisées 2016	Reprises non utilisées 2016	Variation de périmètre	Variation de change	Autres	30 juin 2016
Litiges	561	160 ⁽ⁱⁱ⁾	(25)	(39)	(1)	117	1	774
Divers risques et charges	133	32	(23)	(22)	(1)	-	13	131
Restructurations	31	24	(15)	(2)	-	-	3	43
Total provisions	725	216	(63)	(63)	(2)	117	17	948
dont non courant	538	23	(1)	(18)	-	116	111	770
dont courant	187	194	(61)	(45)	(2)	1	(95)	178

- (i) Un reclassement de 507 millions d'euros des provisions pour divers risques et charges en provisions litiges a été effectué sur les soldes d'ouverture
- (ii) La dotation de 160 millions d'euros concerne principalement GPA au regard des autres litiges fiscaux (notamment 184 millions de reais soit 51 millions d'euros au titre de litiges liés à l'impôt sur les bénéfices, les taxes ICMS et PIS/COFINS et des amendes dont les risques ont été réappréciés de possible à probable) et des litiges salariaux

Les provisions pour litiges, risques et charges divers sont composées d'une multitude de sommes liées à des procédures contentieuses en matière sociale (prud'hommes), immobilière (litiges sur travaux, loyers contestés, éviction de locataires...), fiscale ou économique (contrefaçons...).

De manière plus spécifique, les litiges s'élèvent à 774 millions d'euros et comprennent principalement les provisions relatives à GPA (voir tableau ci-dessous).

en millions d'euros	Litiges PIS / Cofins / CPMF ^(*)	Autres litiges fiscaux	Litiges salariaux	Litiges civils et autres	Total
30 juin 2016	74	366	205	77	723
31 décembre 2015	24	294	136	57	511

^(*) TVA et taxes assimilées

Dans le cadre de ces litiges, GPA conteste le paiement de certains impôts, cotisations et obligations salariales. Dans l'attente des décisions définitives des tribunaux administratifs, ces diverses contestations ont donné lieu à des versements au titre de dépôts judiciaires présentés en « autres actifs non courants ». A ces versements, s'ajoutent les garanties données par GPA présentées en engagements hors bilan.

en millions d'euros	30 juin 2016			31 décembre 2015		
	Dépôts judiciaires versés	Actifs immobilisés donnés en garantie	Garanties bancaires	Dépôts judiciaires versés	Actifs immobilisés donnés en garantie	Garanties bancaires
Litiges fiscaux	62	240	2 135	49	198	1 745
Litiges salariaux	234	2	7	165	1	9
Litiges civils et autres	22	4	59	16	2	72
Total	317	245	2 200	229	202	1 826

11.2 Passifs éventuels

Les passifs éventuels portent essentiellement sur le groupe GPA ; ces derniers se résument comme suit :

en millions d'euros	30 juin 2016	31 décembre 2015
INSS (cotisations sociales patronales liées au régime de protection sociale)	112	95
IRPJ - IRRF et CSLL (impôts sur les bénéfices)	276	477
PIS, COFINS et CPMF (TVA et taxes assimilées)	641	526
ISS, IPTU et ITBI (impôt sur les services, impôt sur la propriété immobilière urbaine et impôt sur les opérations immobilières)	81	84
ICMS (TVA)	1 458	1 386
Litiges civils	240	192
Total	2 809	2 760

GPA a recours à des sociétés de conseils dans le cadre de ses litiges fiscaux, dont les honoraires dépendent de la résolution des litiges en faveur de GPA. Au 30 juin 2016, le montant estimé s'élève à 19 millions d'euros (10 millions d'euros au 31 décembre 2015).

Note 12 Parties liées

La société Casino, Guichard-Perrachon est contrôlée par la société Rallye, elle-même détenue par Foncière Euris. Au 30 juin 2016, le groupe Rallye détient 49,72% du capital de Casino, Guichard-Perrachon et 61,95% des droits de vote.

La société entretient des relations habituelles, dans le cadre de la gestion courante du Groupe, avec l'ensemble de ses filiales. La Société et ses filiales, bénéficient de l'assistance en matière stratégique de la société Euris, société de contrôle ultime, avec laquelle des conventions de conseil et d'assistance en matière stratégique ont été conclues. Elles bénéficient également d'autres prestations courantes de la part d'Euris et de Foncière Euris (mise à disposition de personnel et de locaux). Le montant enregistré en charge sur la période relatif à ces conventions envers Casino et ses filiales s'élève à 1,6 million d'euros dont 1,2 million d'euros au titre de l'assistance en matière stratégique et 0,4 million d'euros au titre de mise à disposition de personnel et de locaux.

Par ailleurs, le groupe Casino a réalisé des opérations de promotion immobilière avec le groupe Foncière Euris générant une contribution positive en EBITDA de 23 millions d'euros sur le premier semestre 2016.

La principale opération du semestre entre l'ensemble des sociétés consolidées du groupe Casino et le groupe Rallye a été le versement du dividende au titre de l'exercice 2015 pour un montant de 174 millions d'euros.

Dans le cadre du déploiement de son modèle dual associant activités de distribution et immobilier commercial, Casino et ses filiales réalisent avec Mercialys des opérations de développement d'actifs immobiliers (note 3.3.3).

Les relations avec les autres parties liées, y compris les modalités de rémunérations des dirigeants, sont restées comparables à celles de l'exercice 2015 et aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de la période.

Note 13 Evènements postérieurs à la clôture

▪ Versement d'un acompte sur dividende

Le Conseil d'administration a décidé lors de sa réunion le 28 juillet 2016 la distribution d'un acompte sur dividende de 1,56 € par action (50 % du dividende annuel versé au titre de 2015, inchangé depuis trois ans) au titre de l'exercice 2016. Le détachement de l'acompte aura lieu le 28 novembre 2016 avec un paiement le 30 novembre 2016.

CASINO, GUICHARD-PERRACHON

Société Anonyme

1 Esplanade de France
42000 SAINT-ETIENNE

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2016

ERNST & YOUNG ET AUTRES
Tour Oxygène
10/12 boulevard Marius Vivier Merle
69393 LYON CEDEX 03

DELOITTE & ASSOCIES
185 avenue Charles de Gaulle
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

CASINO, GUICHARD-PERRACHON

Société Anonyme
1 Esplanade de France
42000 SAINT-ETIENNE

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2016

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société CASINO, GUICHARD-PERRACHON, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.3 de l'annexe relative au retraitement des comptes comparatifs au 30 juin 2015 lié principalement au changement de méthode de présentation des coûts de mobilisation de créances sans recours et à l'incidence de la présentation des activités abandonnées.

II. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Lyon et Neuilly-sur-Seine, le 28 juillet 2016

Les commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG ET AUTRES

DELOITTE & ASSOCIÉS

Yvon SALAÜN

Sylvain LAURIA

Frederic MOULIN

Gérard BADIN